



REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(ARMP)

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES
MARCHES CONCLUS PAR LE GROUPE II
AU TITRE DE LA GESTION 2011**

**SOCIETE NATIONALE DU PORT AUTONOME DE DAKAR
(SNPAD)**

JUIN 2013

PRESENTE PAR :
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin
Mail: gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97
Mail : sspm@sspm.sn

TABLE DES MATIERES

I.SYNTHESE DE NOS TRAVAUX.....	5
1.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS.....	5
1.2. CONSTATS D'AUDIT	6
1.2.1 Echantillon	6
1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés	8
1.2.3. Constat relatif à l'exécution financière	11
1.2.4. Constats sur la matérialité de la dépense.....	12
1.3. RECOMMANDATIONS	13
1.3.1. Recommandations sur le dispositif.....	13
1.3.2. Recommandations sur l'audit des Marchés	14
II.CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	17
2.1. CONTEXTE DE LA MISSION	17
2.1. OBJECTIFS DE LA MISSION	17
III.SELECTION DES MARCHES A AUDITER	20
VI.METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES	21
4.1. ETAPES DE LA MISSION.....	21
4.2. ACTIVITES PREALABLES AU DEMARRAGE DE LA MISSION	21
4.1.1. La Préparation de la mission	21
4.3. MISE EN PLACE D'UNE EQUIPE DE COORDINATION ET D'APPUI AU SIEGE	22
4.4. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	23
4.5. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	24
4.6. CONTROLE DE LA QUALITE DE LA REVUE	25
4.7. SYNTHESE DES CONSTATS ET APPRECIATION DES TENDANCES GENERALES.....	25
4.8. REVUE DES MARCHES LITIGIEUX ET DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE	27
4.9. RESTITUTION DES RAPPORTS.....	27
V.ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE.....	27
5.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE	27
5.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES.....	29
5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM).....	29
5.2.2. La Commission des Marchés	30
5.3. LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION	30
5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)	30
5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)	30
5.4. MODIFICATIONS APORTEES PAR LE DECRET N°2011-1048 DU 27 JUILLET 2011 PORTANT CODE DES MARCHES PUBLICS.....	31
VI. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES	32
6.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES.....	32
6.2. AUDIT RELATIF A L'EXECUTION FINANCIERE	36
6.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES.....	42
VII. RECOMMANDATIONS.....	45
7.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DES MARCHES	45
7.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES	45
7.2.1. Recommandations relatives aux marchés.....	45
7.2.2. Recommandations relatives au renforcement des capacités des agents de la SNPAD en matière de passation des marchés.....	48
7.2.3. Recommandations relatives au classement et à l'archivage.....	48

VIII. ANNEXES.....	49
ANNEXE 1 : REPARTITION ECHANTILLON	50
ANNEXE 2 : SEUILS DE PASSATION	53
ANNEXE 3 :CONSTATS RELATIFS AUX DISPOSITIFS DES MARCHES.....	54
ANNEXE 4 : FICHE DE PROJET	57
ANNEXE 5 : LISTES DES COMMANDES DIRECTES	109
ANNEXE 6 : ILLUSTRATIONS PHOTOGRAPHIQUES.....	110
ANNEXE 7 : REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE	11818

SIGLES ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-verbal
PVR	Procès-verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SNPAD	Société Nationale du Port Autonome de Dakar
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

I.SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2011 par la **Société Nationale du Port Autonome de Dakar (SNPAD)**, conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM.

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de s'assurer que:

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes définies.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne la SNPAD, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent :

1.1. Constats relatifs au dispositif des marchés publics

Les principaux constats relevés et relatifs au dispositif des marchés publics de la SNPAD se présentent comme suit :

- **Non transmission à la DCMP des dossiers de la procédure de passation**

Les rapports d'analyse comparative des offres portant sur les marchés suivants : Fourniture de dix-sept (17) véhicules et Travaux de réhabilitation des routes en zone Nord et réaménagement du rond-point môle 4 pour des montants estimatifs respectifs de trois cent millions Francs CFA (300 000 000 F CFA) et quatre cent millions Francs CFA (400 000 000 F CFA), n'ont pas fait l'objet de revue à priori de la DCMP, en violation de l'article 140 alinéa (b) du CMP.

- **Non inscription des dates de souscription ou d'approbation des marchés**

Pour un grand nombre des marchés passés en revue, il est noté que la SNPAD ne précise pas les dates de souscription ou d'approbation.

- **Absence de signature des procès-verbaux par le Rapporteur de la Commission des marchés**

Les procès-verbaux d'ouverture et d'attribution ne sont pas systématiquement signés par le Rapporteur de la commission des marchés.

1.2. Constats d'audit

1.2.1 Echantillon

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des Marchés Publics.

A ce propos, nous avons élaboré un échantillon sur la base de notre méthodologie et des indications des termes de référence (TDR) de la mission. Pour s'assurer de l'exhaustivité des listes de marchés et de DRP produites par l'AC, l'équipe a sollicité et obtenu de la SNPAD ses états financiers pour l'année 2011, la balance générale et le grand livre.

Les contrôles effectués sur ces documents comptables révèlent des commandes directes d'un montant **d'un milliard huit cent trente-sept millions cent soixante-huit mille soixante-dix-neuf Francs (1 837 168 079) F CFA, exécutées en violation des principes de libre accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures consacrés par le Code des Obligations de l'Administration en son article 24.**

Sur la base de redressements effectués, l'équipe a travaillé sur un échantillon constitué de dix (10) marchés passés par Appel d'Offres, dix (10) passés par DRP et un (01) marché de Prestation intellectuelle, tous conclus par la SNPAD au titre de l'exercice 2011 pour un montant cumulé d'un **milliard neuf cent trente-huit millions six cent quatre-vingt-dix mille douze Francs CFA (1 938 690 012 F CFA)**. Par conséquent, notre taux de couverture est de **67,6 %**. Cet échantillon a été constitué sur une population initiale représentant les marchés passés par la SNPAD au titre de l'année 2011. Il s'agit de dix-huit (18) marchés passés par appel d'offres, trente-six (36) marchés passés par Demande de Renseignements et de Prix et un (01) marché de prestation intellectuelle.

Le tableau récapitulatif ci-après donne le volume et la valeur des marchés passés par la SNPAD et des marchés couverts :

Mode de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés passés au titre de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres ouvert (AOO)	18	2 172 713 374	11	1 665 185 408	61,1%	76,6%
Appel d'Offres restreint (AOR)	—	—	—	—	—	—
Demande de Propositions (DP)	1	65 077 000	1	65 077 000	100%	100%
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	36	629 178 305	10	208 427 604	28%	33,13%
Entente Directe (ED)	—	—	—	—	—	—
TOTAL	55	2 866 968 679	22	1 938 690 012	40%	67,6%

Rappel des seuils applicables à la SNPAD en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	30 000 000	400 000 000	200 000 000	400 000 000
Travaux	50 000 000	600 000 000	400 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000
Services	30 000 000	400 000 000	200 000 000	400 000 000

1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés

Les points suivants résument les principales anomalies observées durant la revue.

➤ Sur les marchés passés par appels d'offres

Les principaux points de non-conformité relevés portent sur les aspects suivants :

- Le montant de la garantie de soumission est fixé en dehors de l'intervalle prévu dans le CMP (entre 1% et 3% de la valeur estimée du marché) en violation de l'article 113 du CMP ; il s'agit des marchés suivants : Marché N° 21/2011/M et 22/2011/M relatifs à l'appel d'offres pour la fourniture d'effets d'habillement du personnel du Port Autonome de Dakar ;
- Il est généralement noté une différence entre le délai de validité des offres renseigné sur l'AAO (90 jours) et celui figurant dans le DAO (120 jours) ;
- Le délai de convocation des membres de la commission des marchés n'est pas respecté ; un délai minimum de cinq (5) jours francs doit être observé entre la date d'émission des convocations et la date fixée pour la réunion. Cette non-conformité concerne les marchés suivants : marché N°07/2011/M pour les travaux de réhabilitation des terre-pleins du môle 4, marché N°13/2011/M pour les travaux d'aménagement d'abris pour la Douane et la Gendarmerie pour le fonctionnement à feu continu du PAD, marchés N° 14/2011/M et 15/2011/M relatifs au nettoyage des locaux et annexes du PAD , marché N°16/2011/M pour les travaux de réhabilitation des logements du PAD : travaux de peinture des façades, marché N°26/2011/M pour les travaux de réhabilitation des routes en zone nord et réaménagement du rond-point môle 4 et le marché N°28/2022/M relatif au contrat type d'entretien du PAD (Lot 10) : réseau d'eau ;
- Les références des soumissionnaires sont utilisées comme facteur d'ajustement aux fins uniquement d'évaluation et non comme critères de qualification ; cette irrégularité est décelée sur le Dossier d'Appel d'Offres et le rapport d'évaluation des marchés N° 21/2011 et 22/2011 relatifs à la fourniture d'effets d'habillement du personnel du Port Autonome de Dakar ;
- Les séances d'ouverture des plis ne démarrent pas à l'heure indiquée dans l'AAO, en violation de l'article 67.2 du CMP. Cette non-conformité concerne les marchés suivants : marchés N° 14/2011/M et 15/2011/M relatifs au nettoyage des locaux et annexes du PAD (relance), marché N°16/2011/M pour les travaux de réhabilitation des logements du PAD, marché N°26/2011/M pour les travaux de réhabilitation des routes en zone nord et réaménagement du rond-point môle 4, marché N°28/2022/M relatif au contrat type d'entretien du PAD (Lot 10) : réseau d'eau ;

- Les preuves de la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats ayant participé à l'appel d'offres n'ont pas été présentées. En effet, sur la totalité des dossiers passés en revue, il est indiqué sur les PV d'ouverture des plis qu'une copie du PV sera remise aux candidats conformément à l'article 67 alinéa 4 du Décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics ;
- La Commission des Marchés a déclaré irrecevable au stade de l'ouverture des plis, l'offre du soumissionnaire SILEX GROUP qui a produit une copie de caution de soumission en lieu et place de l'original. La commission des marchés doit se limiter à faire le constat des pièces fournies dans le procès-verbal d'ouverture des plis et n'a pas les prérogatives de prendre la décision d'exclusion d'un candidat à ce stade. Cette irrégularité est notée sur l'appel d'offres concernant le marché n°07/2011/M relatif aux travaux de réhabilitation des terre-pleins du môle 4 ;
- Un rabais non lu à l'ouverture des plis a été pris en compte en violation des dispositions du CMP. Il s'agit de l'appel d'offres pour le marché n° 26/2011/M relatif aux travaux de réhabilitation des routes en zone nord et réaménagement du rond-point môle 4 ;
- Le marché n'a pas été attribué au candidat qualifié ayant soumis l'offre évaluée moins-disant, dans le cadre de l'appel d'offres portant sur l'acquisition de dix-sept (17) véhicules. C'est plutôt le choix des bénéficiaires qui a été pris en compte pour attribuer les marchés à trois candidats moins-disants ;
- Pour le marché N° 16/2011/M relatif aux travaux de réhabilitation des logements du PAD : travaux de peinture des façades, le candidat ayant présenté l'offre évaluée moins-disant après correction et ajustement, en l'occurrence KEBE KHEWEUL, a été éliminé pour défaut de fourniture de l'attestation de capacité financière. L'absence de cette pièce n'est pas éliminatoire et est exigible après l'ouverture des plis en application de l'article 45 du CMP. L'entreprise a d'ailleurs eu à compléter toutes ses pièces administratives manquantes ;
- Les rapports d'évaluation sont trop sommaires, ils ne donnent pas de détails sur l'évaluation des critères de qualification des soumissionnaires, ni sur les détails des corrections des offres, ce qui ne permet pas aux membres de la commission des marchés d'apprécier correctement et de manière exhaustive, les conclusions du comité technique d'évaluation des offres ;
- Les délais d'attribution parfois anormalement longs ;

- Les candidats ayant participé aux appels d'offres ne sont pas informés du rejet de leurs offres, en violation de l'article 83.3 du CMP. Cette irrégularité concerne la totalité des marchés passés en revue ;
- Les avis d'attribution définitive ne sont pas publiés;
- Le marché n° 13/2011/M relatif aux travaux d'aménagement d'abris pour la Douane et la Gendarmerie pour le fonctionnement à feu continu du PAD a été élaboré sur la base du montant lu à l'ouverture des plis (77 631 138 F CFA TTC) au lieu du montant corrigé de 77 100 138 F CFA TTC lors de l'évaluation des offres.
- La passation de marché de clientèle a été initiée sans avis préalable de la DCMP sur le dossier d'appel d'offres en violation de l'article 140 alinéa (a) du CMP ;les marchés concernés sont : marché n°8/2011 relatif au transport journalier du personnel du PAD, marchés n°14/2011/M et 15/2011/M relatifs au Nettoyement des locaux et annexes du PAD (relance) et le marché n°28/2011/M portant sur le Contrat type d'entretien du PAD (Lot 10) : réseau d'eau ;
- Des avenants ont été conclus après la réception provisoire des travaux ou fournitures pour les marchés n°06/2011/M et 07/2011/M relatifs à la fourniture de dix-sept (17) véhicules et le marché n°16/2011/M relatif aux travaux de réhabilitation des logements du PAD : travaux de peinture des façades, en violation de l'article 23 du CMP.

➤ **Sur les Demandes de Renseignements et de Prix**

- La plupart des DRP ne sont pas inscrites au PPM ;
- L'ouverture des plis n'a pas été faite en séance publique ; l'AC a l'obligation d'informer tous les candidats de la date d'ouverture des plis pour permettre à ceux qui le désirent d'être présents à la séance d'ouverture.
- L'ouverture des plis a souvent été effectuée à des dates postérieures à celles prévues dans les lettres d'invitation envoyées aux candidats, sans que ces derniers n'aient été informés ni sur les reports ni sur les nouvelles dates retenues ;
- Des candidats ont été consultés pour l'exécution de marchés pour lesquels ils n'ont aucune qualification, il s'agit notamment de la DRP concernant le contrat N°19/2011/C du 05 juillet 2011 relatif aux travaux de rénovation de locaux à usage de bureaux à la DC ;

- Les lettres d'invitation n'incluent pas la liste des candidats sélectionnés en violation de la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 prise en application de l'article 78 du CMP ;
- Le marché d'acquisition de téléphones portables a été attribué sur la base de la variante n°2 proposée par le candidat LYKMA GROUP alors que le cahier de charge ne prévoit aucunement les variantes et la manière dont elles doivent être prises en compte dans l'évaluation des offres ;
- L'utilisation de marque « Groupe de type NORTHERN-LIGHTS » dans le cahier des charges concernant la fourniture d'un groupe électrogène et d'un lot de pièces de rechange pour la chaloupe « Coumba Castel », en violation de l'article 7 du CMP ;
- Il a été noté un cas de fractionnement de marchés en deux DRP portant sur des travaux de carénage de bateaux. Cette pratique constitue une violation substantielle du CMP.

➤ **Sur les Demandes de Propositions**

- Aucun élément du dossier de manifestation d'intérêt ne nous a été transmis pour nous permettre d'apprécier les conditions d'élaboration de la liste restreinte ;
- Aucune preuve de la transmission aux candidats de la DP sur la mise en place d'une politique d'énergie renouvelable au PAD ne nous a été présentée ;
- Les délais de convocation des membres de la CM n'ont pas été respectés ;
- Les candidats non retenus ne sont pas informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions du CMP.

1.2.3. Constat relatif à l'exécution financière

La SNPAD a produit pour la plupart des marchés les éléments de réception des prestations des titulaires. Toutefois, nous avons effectué les constats suivants:

- Pour le marché n°07/2011/M portant sur les travaux de réhabilitation des terre-pleins du môle 4 ayant fait l'objet d'une résiliation, aucune information n'est donnée sur le remboursement de l'avance de démarrage déjà payée aux titulaires des marchés ;
- La garantie de bonne exécution a été fixée à 10% pour le marché N° 07/2011/M relatif au travaux de réhabilitation des terre-pleins du môle 4, en violation de l'article 115 du CMP qui stipule que cette garantie ne peut

dépasser 5% du montant du marché, augmenté ou diminué, le cas échéant, du montant des avenants ;

- La conclusion d'avenant de changement de numéro de compte bancaire sans réclamation d'attestation de non engagement du titulaire vis-à-vis de la banque à laquelle est domicilié le compte du marché de base ; il s'agit du marché n° Marché n°15/2011/M concernant le nettoyage des locaux et annexes du PAD;
- Les pénalités de retard n'ont pas été appliquées pour des travaux dépassant le délai contractuel fixé dans le marché N°19/2011/C du 05 juillet 2011 relatif aux travaux de rénovation de locaux à usage de bureaux à la DC ;

1.2.4. Constats sur la matérialité de la dépense

Afin de vérifier la matérialité des dépenses, nous avons procédé à des inspections physiques des marchés audités. Nos travaux sur l'exécution physique appellent de notre part les remarques suivantes :

Pour le marché n°01/2011/M : Travaux de transformation et d'extension du bâtiment de la Liaison Maritime Dakar-Gorée

Les travaux sont actuellement à l'arrêt du fait que la partie du bâtiment située à l'étage n'est pas libérée. Les travaux sont globalement bien exécutés et les paiements effectués et mis à notre disposition sont conformes à l'avancement des travaux. Cependant, des dégradations sont visibles sur la dalle du fait d'un défaut d'étanchéité. La SNPAD doit veiller à mettre à la disposition des titulaires des marchés les sites devant abriter les projets.

Pour le marché n° 07/2011/M : Travaux de réhabilitation des terre-pleins du môle 4

Le marché a fait l'objet de résiliation. Trois décomptes ont été payés : l'avance de démarrage (39 497 338 F CFA TTC) et les décomptes n°1 (57 396 407 F CFA TTC) et 2 (3 907 561 F CFA TTC). Des différences sont notées entre les attachements n°1 et n°2. En effet, toutes les quantités des postes facturés dans le décompte n° 1 ont été revues à la baisse dans le décompte n°2. Ce constat illustre une surestimation des quantités exécutées par l'entreprise lors du premier décompte. Il est remarqué que la caution d'avance de démarrage produite par le titulaire du marché n'est pas conforme au modèle contenu dans les dossiers types de l'ARMP. La saisie de cette caution n'est pas documentée dans le dossier de résiliation mis à notre disposition. Seule une note adressée au Directeur Financier et Comptable demandant la saisie de la caution figure dans le dossier. Le montant proposé par le titulaire du marché est faible par comparaison à l'estimation confidentielle du marché et aux montants proposés par les autres candidats.

Pour le marché n° 13/2011/M : Travaux d'aménagement d'abris pour la Douane et la Gendarmerie pour le fonctionnement à feu continu du PAD

Sur les six abris prévus dans le marché, les cinq (05) ont été achevés. Il reste un abri à terminer du fait d'une avarie qui s'est produite à la suite d'un choc d'un gros porteur sur les poteaux de l'ouvrage et ayant conduit à un litige. Les factures et paiements présentés dans le dossier n'atteignent pas le montant du marché.

Pour le marché n°26/2011/M : Travaux de réhabilitation des routes en zone nord et réaménagement du rond-point môle 4

Le marché est toujours en cours d'exécution alors qu'il était prévu pour six (06) mois. Seuls deux tronçons sur les trois prévus sont entamés et ne sont toujours pas achevés. La procédure de résiliation déjà entamée n'est toujours pas bouclée. . Pour les preuves de paiement jointes au dossier, seule l'avance de démarrage a été payée à l'entreprise. Des dégradations sont visibles sur la chaussée en béton mise en œuvre sur certaines sections.

Pour le marché relatif à la mise en place de deux passerelles à la GMID

Les passerelles construites n'ont pas les dimensions requises dans le marché de l'entreprise à savoir 16 ml pour chaque passerelle. . Les longueurs des 2 passerelles sont de 15 et 11 ml respectivement. (voir P.V. de réunion de chantier n°4). Des modifications sur les dimensions des IPN seraient à l'origine de cette réduction des longueurs des passerelles. Toutefois, lesdites modifications devraient être matérialisées par une situation de plus et moins-values et un avenant au marché de base pour leur prise en charge dans l'exécution du projet La facturation et les paiements ont été faits sur la base de la quantité de 32 ml.

1.3. Recommandations

Les recommandations sont présentées dans le chapitre 7 du présent rapport. Elles portent notamment sur les points suivants:

1.3.1. Recommandations sur le dispositif

Nos recommandations portent sur :

- la préparation des rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés doit établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances ;
- la soumission au contrôle a priori de la DCMP des rapports d'analyse comparative des offres et des PV d'attribution pour les marchés dont les montants dépassent les seuils définis par l'arrêté N° 011580 du 28/12/2007 pris en application de l'article 140 du CMP ;
- L'inscription des dates de souscription et d'approbation des marchés passés par la SNPAD avec les titulaires ;

- La signature des PV par le rapporteur de la commission des marchés.

1.3.2. Recommandations sur l'audit des Marchés

Les recommandations sur l'audit des marchés se présentent comme suit :

➤ Sur les Appels d'offres (A.O.)

La SNPAD devrait :

- Proscrire les commandes directes et soumettre toutes les acquisitions aux formalités de mise en concurrence requises par le CMP ;
- Veiller à l'inscription des marchés dans le PPM, en application des dispositions de l'article 6 du CMP ;
- Veiller à circonscrire le montant de la caution de soumission entre 1% et 3% du montant du marché concerné, en application de l'article 113 du CMP ;
- Veiller à harmoniser le contenu des DAO avec celui des avis d'AOO ;
- Veiller au respect du de cinq (05) jours francs entre la date d'émission de la convocation des membres de la Commission des Marchés et la date fixée pour la tenue de la réunion objet de ladite convocation, en application des dispositions de l'article 39 du CMP ;
- Prendre en compte dans les DAO, les références des soumissionnaires comme critères d'évaluation au lieu d'en faire un facteur d'ajustement des offres ;
- Démarrer les séances d'ouverture des plis aux heures indiquées dans les AAO en application de l'article 67.4 du CMP ;
- Veiller à transmettre systématiquement les PV d'ouverture des plis aux candidats ayant participé à l'appel d'offres en application de l'article 67 alinéa 4 du CMP qui stipule que « dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la Commission des Marchés présents et remis à tous les candidats » ;
- Veiller à faire uniquement un constat de la fourniture ou non des pièces contenues dans les offres des candidats lors de la séance d'ouverture des plis. L'article 67 alinéa 4 du CMP stipule qu'à l'ouverture des plis, seules les informations suivantes sont lues à haute voix : « le nom de chaque candidat, le montant de chaque offre, la présence ou l'absence de la garantie de soumission, les rabais éventuels ainsi que toute autre information que l'AC peut juger utile de faire connaître » ;

- Veiller à attribuer les marchés de fourniture de véhicules au moins-disant et éviter de fonder le choix des attributaires sur préférences des bénéficiaires ;
- Veiller à demander aux candidats les pièces exigibles après l'ouverture des plis, conformément à l'article 45 du CMP ;
- Eviter de prendre en compte un rabais non lu à l'ouverture des plis. Les rabais doivent être systématiquement lus à l'ouverture des plis pour porter l'information à tous les candidats ayant participé à l'appel d'offres dans un souci de transparence. ;
- Prendre en compte les compléments de dossiers des candidats dans les rapports d'évaluation des offres et veiller à archiver lesdits rapports dans les dossiers relatifs à la procédure de passation des marchés ;
- Veiller à produire des rapports exhaustifs d'évaluation des offres en faisant ressortir lors de la vérification de la qualification des candidats, les références des candidats, l'évaluation du personnel proposé, afin de permettre à la commission des marchés de disposer d'éléments détaillés pour une bonne prise de décisions dans le cadre de l'attribution des marchés ;
- Appliquer strictement l'article 140 alinéa (a) du CMP qui dispose que la DCMP émet un avis sur les dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure de passation concernant , les marchés à commande, les marchés de clientèle et les marchés à tranches conditionnelles, quel que soit le montant, et les marchés dont la valeur estimée est égale aux seuils fixés par l'arrêté N° 011580 du 28/12/2007 pris en application de l'article 140 du CMP ;
- Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP ;
- Veiller à la publication des avis d'attribution provisoire et définitive conformément aux articles 83.3. et 85 du CMP ;
- Prendre les dispositions idoines pour demander aux titulaires de marchés de produire la garantie de bonne exécution lors de la signature du marché et avant le démarrage des travaux (article 115 du CMP). En effet, la garantie de bonne exécution est destinée à couvrir les réserves à la réception des travaux, fournitures ou services. La SNPAD doit aussi respecter le seuil de 5% prévu pour fixer le montant ladite garantie ;
- Veiller à finaliser les procédures d'attribution et de contractualisation dans les meilleurs délais et à publier les avis d'attribution définitive conformément aux dispositions de l'article 85 du CMP ;

- Veiller à élaborer les contrats sur la base des montants corrigés des offres au lieu des montants lus à l'ouverture des plis ;
- Veiller à l'application des pénalités de retard pour les marchés dont les délais d'exécution sont dépassés ;
- Veiller à l'application de l'article 23 du CMP stipulant qu'aucun avenant ne peut être conclu après la réception provisoire des travaux, fournitures ou services constituant son objet ;

➤ **Pour les Demandes de Renseignements et de Prix (D.R.P.)**

La SNPAD devrait :

- Veiller à ce que les marchés conclus par DRP soient inscrits au PPM ;
- Veiller à réduire au maximum les délais entre la réception des offres et leur ouverture (il est fortement recommandé d'ouvrir les plis immédiatement après la date et l'heure limites de dépôt) ;
- Eviter le fractionnement en DRP des marchés devant faire l'objet d'une procédure d'appel d'offres ouvert ;
- Appliquer rigoureusement la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du Premier Ministre portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP), notamment l'obligation de mentionner dans la lettre d'invitation à soumissionner, le nom de tous les candidats consultés d'une part et l'information des soumissionnaires non retenus à la fin de la procédure d'attribution d'autre part et enfin la publication des résultats de la procédure sur le portail des marchés publics;
- Eviter d'attribuer un marché sur la base d'une variante, si cette disposition n'est pas expressément prévue dans les cahiers de charge ;
- Eviter d'utiliser les marques de produits dans les cahiers de charge ;
- Appliquer l'article 78.2 du CMP qui stipule que l'autorité contractante doit s'assurer que les candidats ont la capacité d'exécuter le marché, y compris au plan juridique.

➤ **Pour les Demandes de Propositions (D.P.)**

La SNPAD devrait :

- veiller à bien archiver les pièces de la procédure de passation des marchés de prestation intellectuelle y compris les documents relatifs à la manifestation d'intérêt ;
- conserver les preuves de la transmission de la DP aux candidats sélectionnés.

II.CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1. Contexte de la mission

L'article 2 du Décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics dispose en son alinéa 8 « l'ARMP est chargée de faire réaliser des audits techniques et/ou financiers en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. Dans ce cadre, l'ARMP commande, à la fin de chaque exercice budgétaire, un audit indépendant sur un échantillon aléatoire de marchés et conventions, transmet aux autorités compétentes les cas de violations constatées de dispositions réglementaires et établit des rapports périodiques sur l'exécution des marchés et conventions sur la base des enquêtes et audits réalisés dont elle assure la publication et qu'elle transmet également aux autorités ».

C'est en application des dispositions précitées que l'ARMP entreprend cette année, comme elle l'a fait pour les années précédentes, une campagne de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de l'exercice 2011.

2.1. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés publics. La mission vise les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;

- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés publics ;
- fournir autant que faire se peut, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures par rapport aux dispositions du Code des Marchés publics, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disants, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, des éléments constitutifs des cahiers des charges, des seuils fixés pour les avenants, des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, il s'agira de porter un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP, le consultant examinera en outre le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions auxquelles elles ont donné lieu, de même que la pertinence desdites décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette structure ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport aux niveaux d'exécution ;
- examiner les conditions d'attribution des marchés par entente directe en évaluant leur fréquence et leur conformité eu égard aux exigences réglementaires ; la compétitivité et le caractère raisonnable ou non des prix proposés dans les marchés par entente directe seront passés en revue ;
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, formuler, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions des marchés (CM), des cellules de passation des marchés (CPM) et des différents organes de contrôle interne ;
- examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;

- évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- formuler des recommandations pour le futur.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant devront porter sur :

- le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart sera relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante sera examinée ;
- le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- l'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- l'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

Au plan du contrôle de la matérialité de l'exécution des marchés, des inspections physiques in situ devront être effectuées sur 25% des marchés en cours ou déjà exécutés par l'AC pour l'exercice concerné par la revue (en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique) auxquels s'ajouteront les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe. Le contrôle physique portera pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants. Il s'agira de :

- vérifier la matérialité des dépenses effectuées ;
- faire un diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- s'assurer de la cohérence entre les biens livrés inspectés et les documents contractuels (le contrat et les pièces justificatives ayant servi au paiement) et donner un avis sur la conformité et la qualité ;
- s'assurer de la justification technique et financière des avenants et ordres de services signés ;

- vérifier l'existence d'une comptabilisation des biens au niveau de l'autorité contractante.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises pourraient porter sur :

- la conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages...

III.SELLECTION DES MARCHES A AUDITER

Sur la base de la liste des marchés fournie par les Autorités contractantes du Groupe II dont la constitution est établie en annexe 1, après vérification de l'exhaustivité de chaque liste, nous allons procéder à l'échantillonnage des marchés conformément aux modalités arrêtées dans les TDR ; la liste des marchés à auditer devra inclure :

- au moins 15% des marchés dont les montants ont atteint les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des marchés dont les montants sont compris entre les seuils de contrôle de la DCMP et les seuils de passation de marchés (en excluant les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix ;
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont le nombre est inférieur à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Nous nous assurerons que les échantillons sont représentatifs des différents modes de passation des marchés, mais aussi des différentes catégories de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

La sélection sera effectuée sur la base d'un progiciel de tri aléatoire sans remise.

VI.METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

4.1. Etapes de la mission

La mission de revue se décline à travers les différentes étapes ci-après :

1. collecte de l'information au niveau de l'autorité contractante suite à une prise de contact ;
2. revue de l'organisation institutionnelle de chaque autorité contractante ;
3. échantillonnage des marchés à auditer ;
4. comparaison des données collectées auprès des structures avec celles des documents comptables (comptabilité administrative des administrateurs de crédits, SIGFIP, et autres documents selon la personnalité juridique de l'entité) et ajustement de nos sélections s'il existe des marchés non reportés sur la liste et exécutés par le processus requis ;
5. revue approfondie des marchés et contrôle qualité ;
6. élaboration préalable d'une note d'orientation ;
7. élaboration des rapports provisoires individuels et d'un rapport de synthèse ;
8. exploitation des réponses et observations venant des autorités contractantes ;
9. élaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse.

4.2. Activités préalables au démarrage de la mission

Afin de garantir l'efficacité de la mission et la fiabilité des résultats, les tâches préparatoires suivantes ont été mises en œuvre.

4.1.1. La Préparation de la mission

Dans la perspective de garantir le démarrage de la mission dans des conditions optimales, l'ARMP a envoyé aux autorités contractantes et à la Direction générale des Finances, les correspondances suivantes :

- Une lettre d'information (n°001928 ARMP/DG/DAF du 06 décembre 2012) adressée aux Autorités contractantes pour les sensibiliser sur les objectifs et spécificités de la mission et les inviter à prendre les dispositions utiles pour rendre accessibles aux auditeurs tous les documents relatifs aux marchés visés (publicité préalable, dossiers de consultation, lettres de saisine, couverture budgétaire, offres des soumissionnaires, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, publication des attributions, contrats signés avec les titulaires des marchés, bordereaux de livraisons, justificatifs des paiements, cautions et enregistrements, attestation de bonne exécution...). Par ce courrier, il était également requis des AC la mise à disposition en un lieu unique, en l'occurrence la CPM, de toutes les informations requises, ainsi que la disponibilité au cours de la période de revue, des interlocuteurs intervenant dans les marchés.

- Une lettre (n°001929 ARMP/DG/DAF du 07 décembre 2012) adressée à la Direction générale des Finances pour une mise à disposition des données du SIGFIP, notamment les engagements marchés et les engagements hors marchés, afin de faciliter les recoupements afférents à l'exhaustivité des commandes effectuées par les entités de l'Etat. Ces informations du SIGFIP ont été reçues par le cabinet mais sous un format trop agrégé pour permettre des contrôles d'exhaustivité ; à ce propos des requêtes complémentaires seront initiées aux fins de la mise à disposition de données additionnelles ;
- Un courrier d'introduction auprès des autorités contractantes (n°000028 ARMP/DG/DAF du 07 janvier 2013) pour confirmer le démarrage de la mission.

De son côté, le Cabinet a pris l'initiative, suite à la réunion d'information organisée par l'ARMP, de prendre contact avec toutes les structures à auditer, à qui une liste des documents à préparer a été soumise. Les documents suivants ont été requis, en fonction du statut de chaque autorité contractante:

- la liste complète de tous les marchés initiés en 2011 par mode de passation et par type de marchés ;
- l'avis général de passation des marchés au titre de l'exercice 2011 ;
- le budget de la gestion 2011 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2011 ;
- le plan de passation des marchés 2011 ;
- l'organigramme de la structure ;
- le manuel de procédures, le cas échéant ;
- les états financiers selon le type d'AC ;
- les extraits détaillés du compte de gestion, le cas échéant ;
- les balances (générale et auxiliaire fournisseur et immobilisation) selon le type d'AC ;
- les textes désignant les membres des commissions et de la CPM ainsi que ceux portant organisation de l'AC ;
- les rapports d'audit, le cas échéant.

4.3. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège sera composée d'un noyau centré autour du Cabinet et composé d'experts dotés d'une expérience significative en passation de marchés. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin.

Le support des équipes d'experts se concentrera sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, et de nature à garantir la réussite la mission.

L'équipe d'appui du siège sera placée sous la responsabilité d'un spécialiste avéré en passation de marché et rompu aux missions d'audits techniques et de revue de procédures de passation de marchés.

Elle comprendra également un expert financier, un expert informaticien, un expert qualité ainsi qu'une assistante de direction. Cette équipe aura pour tâche essentielle d'aider le chef de mission dans sa fonction de pilotage et de coordination des activités, notamment dans le traitement des données collectées sur le terrain et dans la constitution des échantillons de marchés à cibler dans les différentes phases de la mission.

Il reste entendu que les membres de l'équipe d'appui peuvent être appelés à descendre sur le terrain pour prêter mains fortes aux experts et les aider à résoudre des problèmes ponctuels ou à faire face à une charge de travail exceptionnellement importante.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du siège aura un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur.

4.4. Revue des procédures de passation des marchés

Dans le cadre de la planification de la mission, nous avons pris connaissance de l'ensemble des actes législatifs et réglementaires et normatifs qui régissent le secteur des marchés publics au Sénégal. Nous avons pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et avons établi, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre.

En début de mission, nous avons pris contact avec les AC et un courrier leur a été envoyé avec comme requête de nous communiquer les informations pertinentes pour la mission.

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon sera composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière d'audit. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux). Cependant ce réajustement n'a pas été possible pour certaines structures qui, compte tenu de leurs spécificités, ne passent qu'une catégorie bien déterminée de marchés (prestations intellectuelles ou fournitures par exemple).

Au niveau de chaque autorité contractante, nous allons nous assurer de la mise en place conforme des organes en charge des marchés, et par la suite évaluer leur efficacité.

De plus, nous allons mener des tests sur chaque échantillon de contrats sélectionné. Ces tests nous permettent de nous assurer de la traçabilité des contrats, de l'expression du besoin jusqu'au paiement. Ils nous permettront d'identifier et de statuer sur l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec le CMP.

Les tests qui sont mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés comprennent outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes ;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières du CMP telles que l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement des candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché ou DRP, une fiche (check-list) a été méticuleusement renseignée. L'ensemble des fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou de plusieurs types de marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

4.5. Audit de l'exécution physique des marchés

Conformément aux termes de référence (TDR), nous allons procéder à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Cet échantillonnage exclut logiquement les marchés de nettoyage de

locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc., objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications seront faites sur la base des procès-verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrains.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit technique est articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

Il débouche sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

4.6. Contrôle de la qualité de la revue

Le contrôle de qualité qui relève d'une exigence interne du Cabinet a pour objet de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales et des exigences des termes de référence de la mission.

De plus, au cours de l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts sera mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu, en fonction de leur gravité, soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l'ARMP.

4.7. Synthèse des constats et appréciation des tendances générales

Pour chaque structure auditée, les constats sont systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous allons proposer des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés avec une claire définition des modalités de mise en œuvre.

Suite à cette revue, nous allons établir des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP...).

Cet exercice sera facilité par le recours à un outil informatique que nous avons conçu pour les besoins de la mission.

En effet, la bonne exécution de la mission requiert la mise en place d'un support informatique qui sera utile tant pour les aspects liés à la passation des marchés que pour la partie technique. En effet, les annexes 2 à 8 de la demande de propositions permettent en l'état une analyse qualitative qui ne serait pertinente que si elle est précédée d'un recueil de données quantitatives. Pour ce faire, les annexes 2 à 8 sont transformées en questionnaires. Les données ainsi recueillies permettent d'établir des statistiques sur les marchés (Cf. points 11-d des TDR) mais de manière générale sur tous les aspects liés à la passation des marchés et à leur exécution.

Les auditeurs disposent d'un « masque de saisie » qui leur permet d'enregistrer toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés. ;

Dans un deuxième temps, toutes les données sont centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente des avantages significatifs pour la conduite des travaux d'audit des marchés, parmi lesquels on peut noter :

- ❑ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur
- ❑ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ❑ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, à travers la production de tableaux de synthèse qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale ; sous cet angle, il présente les atouts suivants :
 - une aide à la décision/ expression de l'opinion ;
 - une standardisation de la présentation des résultats ;
 - une production automatisée de statistiques.

Cependant, la procédure informatique présente une limite pour les autorités contractantes qui ne passent pas un nombre important de marchés. Elle n'en demeure pas moins incontournable pour des conclusions rigoureuses et pertinentes.

4.8. Revue des marchés litigieux et des marchés par entente directe

Un Spécialiste en passation de marchés en régulation passe en revue les dossiers relatifs aux litiges sur la base des décisions de l'ARMP concernant des marchés passés par les AC du groupe II au cours de la période sous revue.

Après une analyse statistique des décisions (fréquence des AC impliquées, typologie des marchés litigieux, pourcentage des requérants déboutés, etc.), nous procéderons, conformément aux exigences des TDR, à la revue des conditions de traitement des litiges en termes de délais et de respect des procédures mais également à une analyse de la pertinence des décisions.

4.9. Restitution des rapports

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit. Chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- rapport provisoire ;
- rapport final.

V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

5.1. Le cadre institutionnel et réglementaire

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive n°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;

- Directive n°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique n°2007-29 du 10 Décembre 2007 modifiant la loi organique 2001-09 du 15 Octobre 2001 relative aux lois de Finances ;
- Loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi n° 2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi n°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi n°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi n°99-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret n°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret n°81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret n°2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret 2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- Décret n°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret n° 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Arrêté n°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté 11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;

- Arrêté n°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté n°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté n°11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté n° 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Décision n°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

5.2. Les organes chargés de la passation des marchés

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le Décret 2007-545 du 25 Avril 2007 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées respectivement par les articles 35 et 36 du Code des Marchés Publics.

5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;

- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

5.2.2. La Commission des Marchés

L'Arrêté n°11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de la CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B.

5.3. Les organes de contrôle et de régulation

Le Décret n°2007-545 /MEF du 25 Avril 2007 portant Code des Marchés Publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007.

5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

5.4. Modifications apportées par le Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics

Le processus de réforme des textes relatifs à la commande publique répond aux soucis d'équité, de transparence, d'économie et d'efficacité dans la gestion des deniers publics. Ainsi, tous les acteurs de la commande publique sont chacun à son niveau, concernés par les réformes dans le secteur des Marchés publics. Il est important de souligner que ces réformes interviennent suite à un diagnostic approfondi des procédures de passation des marchés par le moyen d'une revue analytique du système effectué depuis 2003.

Ces réformes entrées en vigueur en janvier 2008, se sont traduites par la signature du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant code des Marchés Publics abrogeant celui de 2002.

Confronté à la réalité du terrain, ledit décret a subi plusieurs modifications en vue de son adaptation au contexte de sa mise en œuvre. En définitive, du fait des insuffisances révélées dans la pratique, il a été abrogé et remplacé par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des Marchés Publics qui reprend pratiquement le 2007-545 du 25 avril 2007 avec certaines modifications qui portent principalement sur :

- Le champ d'application
- Les dérogations
- Les exclusions
- Les opérations préalables
- Les modes de passation et/ou les contrôles
- Les procédures avec consultation restreinte
- Les DRP
- La procédure d'entente directe
- La Possibilité d'une contractualisation pluriannuelle qui est désormais élargie à tous les marchés d'entretien.

Les modifications ont en outre porté sur le processus d'immatriculation des marchés clairement dévolu à la DCMP, ainsi que sur l'interdiction de cumul des fonctions d'autorité signataire et de celles d'autorité approbatrice.

Le CMP a enfin défini de manière exhaustive les conditions de participation aux appels d'offres des entreprises publiques et posé pour les soumissionnaires l'obligation de s'acquitter de la redevance de régulation des marchés publics.

VI. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

6.1. *Audit de la passation des marchés*

Les points suivants résument les principales anomalies observées durant la revue :

➤ **Sur les appels d'offres :**

- Le montant de la garantie de soumission fixé en dehors de l'intervalle prévu dans le CMP (entre 1% et 3% de la valeur estimée du marché) en violation de l'article 113 du CMP ;il s'agit des marchés suivants : Marché N° 21/2011/M et 22/2011/M relatifs à l'appel d'offres pour la fourniture d'effets d'habillement du personnel du Port Autonome de Dakar ;
- Il est généralement noté une différence entre le délai de validité des offres renseigné sur l'AAO (90 jours) et celui figurant dans le DAO (120 jours) ;
- Le délai de convocation des membres de la commission des marchés n'est pas respecté ; un délai minimum de 5 cinq jours francs doit être observé entre la date d'émission des convocations et la date fixée pour la réunion. Cette non-conformité concerne les marchés suivants : marché N°07/2011/M pour les travaux de réhabilitation des terre-pleins du môle 4, marché N°13/2011/M pour les travaux d'aménagement d'abris pour la Douane et la Gendarmerie pour le fonctionnement à feu continu du PAD, marchés N° 14/2011/M et 15/2011/M relatifs au nettoyage des locaux et annexes du PAD , marché N°16/2011/M pour les travaux de réhabilitation des logements du PAD : travaux de peinture des façades, marché N°26/2011/M pour les travaux de réhabilitation des routes en zone nord et réaménagement du rond-point môle 4 et le marché N°28/2022/M relatif au contrat type d'entretien du PAD (Lot 10) : réseau d'eau ;
- Les références des soumissionnaires sont utilisées comme facteur d'ajustement aux fins uniquement d'évaluation et non comme critères de qualification ;cette irrégularité est décelée sur le Dossier d'Appel d'Offres et le rapport d'évaluation pour les marchés N° 21/2011 et 22/2011 relatifs à la fourniture d'effets d'habillement du personnel du Port Autonome de Dakar ;
- Les séances d'ouverture des plis ne démarrent pas à l'heure indiquée dans l'AAO, en violation de l'article 67.2 du CMP. Cette non-conformité concerne les marchés suivants : marchés N° 14/2011/M et 15/2011/M relatifs au nettoyage des locaux et annexes du PAD (relance), marché N°16/2011/M pour les travaux de réhabilitation des logements du PAD, marché N°26/2011/M pour les travaux de réhabilitation des routes en zone nord et

réaménagement du rond-point môle 4, marché N°28/2022/M relatif au contrat type d'entretien du PAD (Lot 10) : réseau d'eau ;

- Les preuves de la transmission des PV d'ouverture des plis aux candidats ayant participé à l'appel d'offres n'ont pas été présentées. En effet, sur la totalité des dossiers passés en revue, il est indiqué sur les PV d'ouverture des plis qu'une copie du PV sera remise aux candidats conformément à l'article 67 alinéa 4 du décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés publics ;
- La Commission des Marchés a déclaré irrecevable au stade de l'ouverture des plis, l'offre du soumissionnaire SILEX GROUP qui a produit une copie de caution de soumission en lieu et place de l'original. La commission des marchés doit se limiter à faire le constat des pièces fournies dans le procès-verbal d'ouverture des plis et n'a pas les prérogatives de prendre la décision d'exclusion d'un candidat à ce stade. Cette irrégularité est notée sur l'appel d'offres concernant le marché n°07/2011/M relatif aux travaux de réhabilitation des terre-pleins du môle 4 ;
- Un rabais non lu à l'ouverture des plis a été pris en compte en violation des dispositions du CMP. Il s'agit de l'appel d'offres pour le marché n° 26/2011/M relatif aux travaux de réhabilitation des routes en zone nord et réaménagement du rond-point du môle 4 ;
- Le marché n'a pas été attribué au candidat qualifié ayant soumis l'offre évaluée moins-disant, dans le cadre de l'appel d'offres portant sur l'acquisition de dix-sept (17) véhicules. C'est plutôt le choix des bénéficiaires qui a été pris en compte pour attribuer les marchés à trois candidats moins-disants ;
- Pour le marché N° 16/2011/M relatif aux travaux de réhabilitation des logements du PAD : travaux de peinture des façades, le candidat ayant présenté l'offre la moins-disant après correction et ajustement, en l'occurrence KEBE KHEWEUL, a été éliminé pour défaut de fourniture de l'attestation de capacité financière. L'absence de cette pièce n'est pas éliminatoire et est exigible après l'ouverture des plis en application de l'article 45 du CMP. L'entreprise a d'ailleurs eu à compléter toutes ses pièces administratives manquantes ;
- Les rapports d'évaluation sont trop sommaires et ne donnent des détails ni sur l'évaluation des critères de qualification des soumissionnaires, ni sur les corrections des offres, ce qui ne permet pas aux membres de la Commission des Marchés d'avoir une appréciation correcte et exhaustive des conclusions du comité technique d'évaluation des offres ;

- Les délais d'attribution sont parfois anormalement longs ;
- Les candidats ayant participé aux appels d'offres ne sont pas informés du rejet de leurs offres, en violation de l'article 83.3 du CMP. Cette irrégularité concerne la totalité des marchés passés en revue ;
- Les avis d'attribution définitive ne sont pas publiés ;
- Le marché n° 13/2011/M relatif aux travaux d'aménagement d'abris pour la Douane et la Gendarmerie pour le fonctionnement à feu continu du PAD a été élaboré sur la base du montant lu à l'ouverture des plis (77 631 138 F CFA TTC) au lieu du montant corrigé de 77 100 138 F CFA TTC lors de l'évaluation des offres.
- Le démarrage des travaux est effectif sans la mise en place de la caution de bonne exécution telle que prévue dans le marché des Travaux de transformation et d'extension du bâtiment de la Liaison Maritime Dakar-Gorée, en violation de l'article 115 du CMP ;
- La passation de marchés de clientèle a été initiée sans avis préalable de la DCMP sur le dossier d'appel d'offres, en violation de l'article 140 alinéa (a) du CMP ; les marchés concernés sont : marché n°8/2011 relatif au transport journalier du personnel du PAD, marchés n°14/2011/M et 15/2011/M relatifs au Nettoyement des locaux et annexes du PAD (relance) et le marché n°28/2011/M portant sur le Contrat type d'entretien du PAD (Lot 10) : réseau d'eau ;
- La garantie de bonne exécution a été fixée à 10% pour le marché N° 07/2011/M relatif aux travaux de réhabilitation des terre-pleins du môle 4, en violation de l'article 115 du CMP qui stipule que cette garantie ne peut dépasser 5% du montant du marché, augmenté ou diminué, le cas échéant, du montant des avenants ;
- L'avenant de changement de numéro de compte bancaire a été conclu sans réclamation d'attestation de non engagement du titulaire vis-à-vis de la banque à laquelle est domicilié le compte du marché de base ; il s'agit du marché n° Marché n°15/2011/M concernant le nettoyage des locaux et annexes du PAD.
- Des avenants ont été conclus après la réception provisoire des travaux ou fournitures pour les marchés n° 06/2011/M et 07/2011/M relatifs à la fourniture de dix-sept (17) véhicules et le marché n° 16/2011/M relatif aux

travaux de réhabilitation des logements du PAD : travaux de peinture des façades, en violation de l'article 23 du CMP.

➤ **Sur les Demandes de Renseignements et de Prix :**

- La plupart des DRP ne sont pas inscrites au PPM ;
- L'ouverture des plis n'a pas été faite en séance publique ; l'AC a l'obligation d'informer tous les candidats de la date d'ouverture des plis pour permettre à ceux qui le désirent d'être présents à la séance d'ouverture.
- L'ouverture des plis a souvent été effectuée à des dates postérieures à celles prévues dans les lettres d'invitation envoyées aux candidats, sans que ces derniers n'aient été informés ni sur les reports ni sur les nouvelles dates retenues ;
- Des candidats ont été consultés pour l'exécution de marché pour lesquels ils n'ont aucune qualification, il s'agit notamment de la DRP concernant le contrat N°19/2011/C du 05 juillet 2011 relatif aux travaux de rénovation de locaux à usage de bureaux à la DC ;
- Les lettres d'invitation n'incluent pas la liste des candidats sélectionnés en violation de la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 prise en application de l'article 78 du CMP ;
- Le marché d'acquisition de téléphones portables a été attribué sur la base de la variante n°2 proposée par le candidat LYKMA GROUP alors que le cahier de charge ne prévoit pas les variantes et la manière dont elles doivent être prises en compte dans l'évaluation des offres ;
- L'utilisation de marque « Groupe de type NORTHERN-LIGHTS » dans le cahier des charges concernant la fourniture d'un groupe électrogène et d'un lot de pièces de rechange pour la chaloupe « Coumba Castel », en violation de l'article 7 du CMP ;
- Les pénalités de retard n'ont pas été appliquées pour des travaux dépassant le délai contractuel fixé dans le marché N°19/2011/C du 05 juillet 2011 relatif à la rénovation de locaux à usage de bureaux à la DC ;

- Il a été noté un cas de fractionnement de marchés en deux DRP portant sur des travaux de carénage de bateaux. Cette pratique constitue une violation substantielle du CMP.

➤ **Sur les Demandes de Propositions :**

- Aucun élément du dossier de manifestation d'intérêt ne nous a été transmis pour nous permettre d'apprécier les conditions d'élaboration de la liste restreinte,
- Aucune preuve de la transmission aux candidats de la DP sur la mise en place d'une politique d'énergie renouvelable au PAD ne nous a été présentée ;
- Les délais de convocation des membres de la CM n'ont pas été respectés;
- Les candidats non retenus ne sont pas informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions du CMP.

6.2. Audit relatif à l'exécution financière

La SNPAD a produit pour la plupart des marchés les éléments de réception des prestations des titulaires. Toutefois, nous avons effectué les constats suivants:

- Pour le marché n°07/2011/M portant sur les travaux de réhabilitation des terre-pleins du môle 4 ayant fait l'objet d'une résiliation, aucune information n'est donnée sur le remboursement de l'avance de démarrage déjà payée au titulaire du marché;
- La garantie de bonne exécution a été fixée à 10% pour le marché N° 07/2011/M relatif au travaux de réhabilitation des terre-pleins du môle 4, en violation de l'article 115 du CMP qui stipule que cette garantie ne peut dépasser 5% du montant du marché, augmenté ou diminué, le cas échéant, du montant des avenants ;
- L'avenant de changement de numéro de compte bancaire a été conclu sans réclamation d'attestation de non engagement du titulaire vis-à-vis de la banque auprès de laquelle est domicilié le compte du marché de base ; il s'agit du marché n° Marché n°15/2011/M concernant le nettoyage des locaux et annexes du PAD;

- Les pénalités de retard n'ont pas été appliquées pour des travaux dépassant le délai contractuel fixé dans le marché N°19/2011/C du 05 juillet 2011 relatif aux travaux de rénovation de locaux à usage de bureaux à la DC ;

LISTE DES MARCHES AUDITES ET OBSERVATIONS

1. Pour les Appel d'offres

Description	Bénéficiaire	Montant (en F CFA)	Observations (Cf. en annexe fiche de projets)	Commentaire de l'AC
Fourniture de dix-sept (17) véhicules	ESPACE AUTO	62 000 000	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
	LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE	76 300 000		
	MATFORCE	133 153 560*		
Travaux de transformation et d'extension du bâtiment de la Liaison Maritime Dakar-Gorée	OBK MAT	102 298 521	MOYENNEMENT CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Transport journalier du personnel du PAD	COSELOC	147 268 000	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Travaux de réhabilitation des terre-pleins du môle 4	EDD	197 486 688	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Travaux d'aménagement d'abris pour la Douane et la Gendarmerie pour le fonctionnement à feu continu du PAD	SENEPRES	89 860 079*	MOYENNEMENT CONFORME POUR L'ESSENTIEL	

Description	Bénéficiaire	Montant (en F CFA)	Observations (Cf. en annexe fiche de projets)	Commentaire de l'AC
Nettoisement des locaux et annexes du PAD	SDN	54 346 080	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
	CCS	31 576 800		
Travaux de réhabilitation des logements du PAD : travaux de peinture des façades	ACO	35 600 311*	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Fourniture d'effets d'habillement du personnel du Port Autonome de Dakar Lot n°1 : Confection d'habillements spéciaux (ou fabrication locale) Lot n°2 Fourniture d'effets d'habillements	Lo n°1 : SAHEL EQUIPEMENT et	86 723 864	MOYENNEMENT CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
	Lot n°2 : SUNU CONFECTION	88 323 944		
Fourniture de treize (13) véhicules	LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE	121 687318*	MOYENNEMENT CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
	SERA	23 800 000	MOYENNEMENT CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Travaux de réhabilitation des routes en zone nord et réaménagement du rond-point môle 4	EDD	336 234 156	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Contrat type d'entretien du PAD (Lot 10) : réseau d'eau	SVTP/GC	78 526 087	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	

* Ces montants incluent les avenants passés par la SNPAD avec les titulaires des marchés.

2. Pour les Demandes de Renseignements et de Prix

Description	Bénéficiaire	Montant (en F CFA)	Observations (Cf. en annexe fiche de projets)	Commentaire de l'AC
Fourniture de cordage pour amarrage des chaloupes de la LMDG	Ngom & Frères	13 715 000	MOYENNEMENT CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Travaux de rénovation de locaux à usage de bureaux pour la DC	SN TPE	12 974 280	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Fourniture de médicaments	Pharmacie Mame Oumy Guèye	19 449 412	MOYENNEMENT CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Fourniture d'un groupe électrogène et d'un lot de pièces de rechange pour la chaloupe « Coumba Castel »	Techniconsult	21 407 304	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Acquisition de téléphones portables	LYKMA GROUP	14 312 220	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Travaux de mise en place de deux passerelles à la GMID	CENTRE DE LA MER	18 762 000	MOYENNEMENT CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Fourniture d'un sondeur hydrographique à papier et d'un traceur A0/A1	IFE	22 420 000	MOYENNEMENT CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Acquisition de logiciels de calcul de structures et d'ouvrages de soutènement	GENESIS	27 600 000	MOYENNEMENT CONFORME POUR L'ESSENTIEL	

GROUPEMENT GMS /SSPM

Travaux de carénage de la chaloupe « Beer »	TTS	36 184 948	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Travaux de carénage de la chaloupe « Coumba Castel »	TTS	21 602 440	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	

3. Pour les Prestations intellectuelles

Description	Bénéficiaire	Montant (en F CFA)	Observations (Cf. en annexe fiche de projets)	Commentaire de l'AC
Mise en place d'une politique d'énergie renouvelable au PAD	SGS-EDEN	65 077 000	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	

6.3. Audit de l'exécution physique des marchés

ECHANTILLON AUDIT PHYSIQUE				
Description	Bénéficiaire	Montant (en F CFA)	Observations	Commentaire AC
Travaux de transformation et d'extension du bâtiment de la Liaison Maritime Dakar-Gorée	OBK MAT	102 298 521	Les travaux sont actuellement à l'arrêt du fait que la partie du bâtiment située à l'étage n'est pas libérée. Les travaux sont globalement bien exécutés et les paiements effectués et mis à notre disposition sont conformes à l'avancement des travaux. Cependant des dégradations sont visibles sur la dalle du fait d'un défaut d'étanchéité. La SNPAD doit veiller à mettre à la disposition des titulaires des marchés les sites devant abriter les projets.	
Travaux de réhabilitation des terre-pleins du môle 4	EDD	118 358 720	Le marché a fait l'objet de résiliation. Trois décomptes ont été payés : l'avance de démarrage (39 497 338 F CFA TTC) et les décomptes n°1 (57 396 407 F CFA TTC) et 2 (3 907 561 F CFA TTC). Des différences sont notées entre les attachements n°1 et n°2. En effet, toutes les quantités des postes facturés dans le décompte n° 1 ont été revues à la baisse dans le décompte n°2. Cela présage qu'il y	

			a eu une surestimation des quantités exécutées par l'entreprise lors du premier décompte. Il est remarqué que la caution d'avance de démarrage produite par le titulaire du marché n'est pas conforme au modèle contenu dans les dossiers types de l'ARMP. La saisie de cette caution n'est pas documentée dans le dossier de résiliation mis à notre disposition. Seule une note adressée au Directeur Financier et Comptable demandant la saisie de la caution figure dans le dossier. Le montant proposé par le titulaire du marché est faible par comparaison à l'estimation confidentielle du marché et aussi aux montants proposés par les autres candidats.	
Travaux d'aménagement d'abris pour la Douane et la Gendarmerie pour le fonctionnement à feu continu du PAD	SENEPRES	89 860 079*	Sur les six abris prévus dans le marché, les cinq (05) ont été achevés. Il reste un abri à terminer du fait d'une avarie qui s'est produite avec le choc d'un gros porteur sur les poteaux de l'ouvrage. Les factures et paiements présentés dans le dossier n'atteignent pas le montant du marché.	
Travaux de réhabilitation des routes en zone nord et réaménagement du rond-point môle 4	EDD	336 234 156	Le marché est toujours en cours d'exécution alors qu'il était prévu pour six (06) mois. Seuls deux tronçons sur les trois prévus sont entamés et ne sont toujours pas achevés. Le marché n'est pas résilié bien que la procédure ait été enclenchée. Pour les preuves de paiement jointes au dossier,	

			seule l'avance de démarrage a été payée à l'entreprise. Des dégradations sont visibles sur la chaussée en béton mise en œuvre sur le tronçon de la sortie nord, sur le rond-point de la route du môle 4 et sur la route de contournement	
Travaux de mise en place de deux passerelles à la GMID	CENTRE DE LA MER	18 762 000	Les passerelles exécutées n'ont pas les dimensions requises dans le marché de l'entreprise à savoir 16 ml pour chaque passerelle, soit 32 ml au total. Les passerelles construites exécutées sont longues de 15 ml et 11, 20 ml respectivement (voir P.V. de réunion de chantier n°4). Des modifications sur les dimensions des IPN seraient à l'origine de cette réduction des longueurs des passerelles. Toutefois, lesdites modifications devraient être matérialisées par une situation de plus et moins-values et un avenant au marché de base pour leur prise en charge dans l'exécution du projet La facturation et les paiements ont été faits sur la base de la quantité de 32 ml.	
TOTAL		665 513 476		
TOTAL DEPENSE ECHANTILLON		1 938 690 012		
TAUX DE COUVERTURE		34,3%		

VII. RECOMMANDATIONS

7.1. Recommandations sur le dispositif des marchés

Nos recommandations portent sur :

- la préparation des rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances ;
- la soumission au contrôle a priori de la DCMP des rapports d'analyse comparative des offres et des PV d'attribution pour les marchés dont les montants dépassent les seuils définis par l'arrêté N° 011580 du 28/12/2007 pris en application de l'article 140 du CMP ;
- L'inscription des dates de souscription et d'approbation sur les contrats passés par la SNPAD avec les titulaires.

7.2. Recommandations relatives aux marchés

7.2.1. Recommandations relatives aux marchés

Les recommandations sur l'audit des marchés se présentent comme suit :

➤ **Sur les Appels d'offres (A.O.)**

- Veiller à l'inscription des marchés dans le PPM, en application des dispositions de l'article 6 du CMP ;
- Proscrire les commandes directes et soumettre toutes acquisitions aux formalités de mise en concurrence prescrites par le CMP ;
- Veiller à circonscrire le montant de la caution de soumission entre 1% et 3% du montant du marché concerné, en application de l'article 113 du CMP ;
- Veiller à harmoniser le contenu des DAO avec celui des avis d'AOO ;
- Veiller au respect du délai de cinq (05) jours francs entre la date d'émission de la convocation des membres de la Commission des Marchés et la date fixée pour la tenue de la réunion objet de ladite convocation, en application des dispositions de l'article 39 du CMP ;
- Prendre en compte dans les DAO, les références des soumissionnaires comme critères d'évaluation au lieu d'en faire un facteur d'ajustement des offres ;

- Démarrer les séances d'ouverture des plis aux heures indiquées dans les AAO en application de l'article 67.4 du CMP ;
- Veiller à transmettre systématiquement les PV d'ouverture des plis aux candidats ayant participé à l'appel d'offres en application de l'article 67 alinéa 4 du CMP qui stipule que « dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la Commission des Marchés présents et remis à tous les candidats » ;
- Veiller à faire uniquement un constat de la fourniture ou non des pièces contenues dans les offres des candidats lors de la séance d'ouverture des plis. L'article 67 alinéa 4 du CMP stipule qu'à l'ouverture des plis, seules les informations suivantes sont lues à haute voix : « le nom de chaque candidat, le montant de chaque offre, la présence ou l'absence de la garantie de soumission, les rabais éventuels ainsi que toute autre information que l'AC peut juger utile de faire connaître » ;
- Veiller à attribuer les marchés de fourniture de véhicules au moins-disant et éviter de fonder le choix des attributaires sur préférences des bénéficiaires ;
- Veiller à demander aux candidats les pièces exigibles après l'ouverture des plis, conformément à l'article 45 du CMP ;
- Eviter de prendre en compte un rabais non lu à l'ouverture des plis. Les rabais doivent être systématiquement lus à l'ouverture des plis pour porter l'information à tous les candidats ayant participé à l'appel d'offres dans un souci de transparence. ;
- Prendre en compte les compléments de dossiers des candidats dans les rapports d'évaluation des offres et veiller à archiver lesdits rapports dans les dossiers relatifs à la procédure de passation des marchés ;
- Veiller à produire des rapports exhaustifs d'évaluation des offres en faisant ressortir lors de la vérification de la qualification des candidats, les références des candidats, l'évaluation du personnel proposé, afin de permettre à la commission des marchés de disposer d'éléments détaillés pour une bonne prise de décisions dans le cadre de l'attribution des marchés ;
- Appliquer strictement l'article 140 alinéa (a) du CMP qui dispose que la DCMP émet un avis sur les dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure de passation concernant : les marchés à commande, les marchés de clientèle et les marchés à tranches conditionnelles, quel que soit le montant, et les marchés dont la valeur estimée est égale aux seuils fixés par l'arrêté N° 011580 du 28/12/2007 pris en application de l'article 140 du CMP ;

- Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP ;
- Veiller à la publication des avis d'attribution provisoire et définitive conformément aux articles 83.3. et 85 du CMP ;
- Prendre les dispositions idoines pour demander aux titulaires de marchés de produire la garantie de bonne exécution lors de la signature du marché et avant le démarrage des travaux (article 115 du CMP). En effet, la garantie de bonne exécution est destinée à couvrir les réserves à la réception des travaux, fournitures ou services.. La SNPAD doit aussi respecter le seuil de 5% prévu pour fixer le montant ladite garantie ;
- Veiller à finaliser les procédures d'attribution et de contractualisation dans les meilleurs délais et à publier les avis d'attribution définitive conformément aux dispositions de l'article 85 du CMP ;
- Veiller à élaborer les contrats sur la base des montants corrigés des offres au lieu des montants lus à l'ouverture des plis ;
- Veiller à l'application des pénalités de retard pour les marchés dont les délais d'exécution sont dépassés ;
- Veiller à l'application de l'article 23 du CMP stipulant qu'aucun avenant ne peut être conclu après la réception provisoire des travaux, fournitures ou services constituant son objet ;
- Transmettre systématiquement les DAO des marchés de clientèle à la DCMP pour un avis préalable avant le lancement de la procédure, en application de l'article 140 alinéa (a) du CMP.

➤ **Pour les Demandes de Renseignements et de Prix (D.R.P.)**

La SNPAD devrait :

- Veiller à ce que les marchés conclus par DRP soient inscrits au PPM ;
- Veiller à réduire au maximum les délais entre la réception des offres et leur ouverture (il est fortement recommandé d'ouvrir les plis immédiatement après la date et l'heure limites de dépôt) ;
- Eviter le fractionnement en DRP des marchés devant faire l'objet d'une procédure d'appel d'offres ouvert ;

- Appliquer rigoureusement la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du Premier Ministre portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP), notamment l'obligation de mentionner dans la lettre d'invitation à soumissionner, le nom de tous les candidats consultés d'une part et l'information des soumissionnaires non retenus à la fin de la procédure d'attribution d'autre part et enfin la publication des résultats de la procédure sur le portail des marchés publics ;
- Eviter d'attribuer un marché sur la base d'une variante, si cette disposition n'est pas expressément prévue dans les cahiers de charge ;
- Eviter d'utiliser les marques de produits dans les cahiers de charge ;
- Appliquer l'article 78.2 du CMP qui stipule que l'autorité contractante doit s'assurer que les candidats ont la capacité d'exécuter le marché, y compris au plan juridique.

➤ **Pour les Demandes de Propositions (D.P.)**

La SNPAD devrait :

- veiller à bien archiver les pièces de la procédure de passation des marchés de prestation intellectuelle y compris les documents relatifs à la manifestation d'intérêt ;
- conserver les preuves de la transmission de la DP aux candidats sélectionnés.

7.2.2. Recommandations relatives au renforcement des capacités des agents de la SNPAD en matière de passation des marchés

Après mise en place de la Cellule des Marchés, nous recommandons à la SNPAD de prévoir un programme de renforcement des capacités de ses membres et de ceux de la Commission des Marchés, à travers des séminaires de formation, notamment ceux régulièrement organisés par l'ARMP.

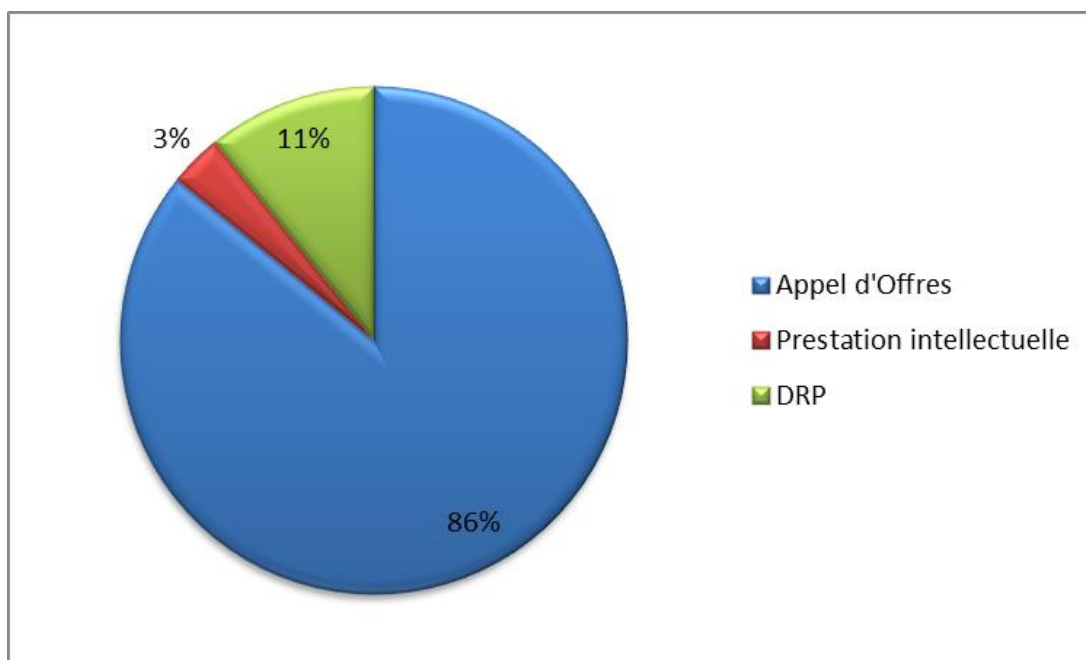
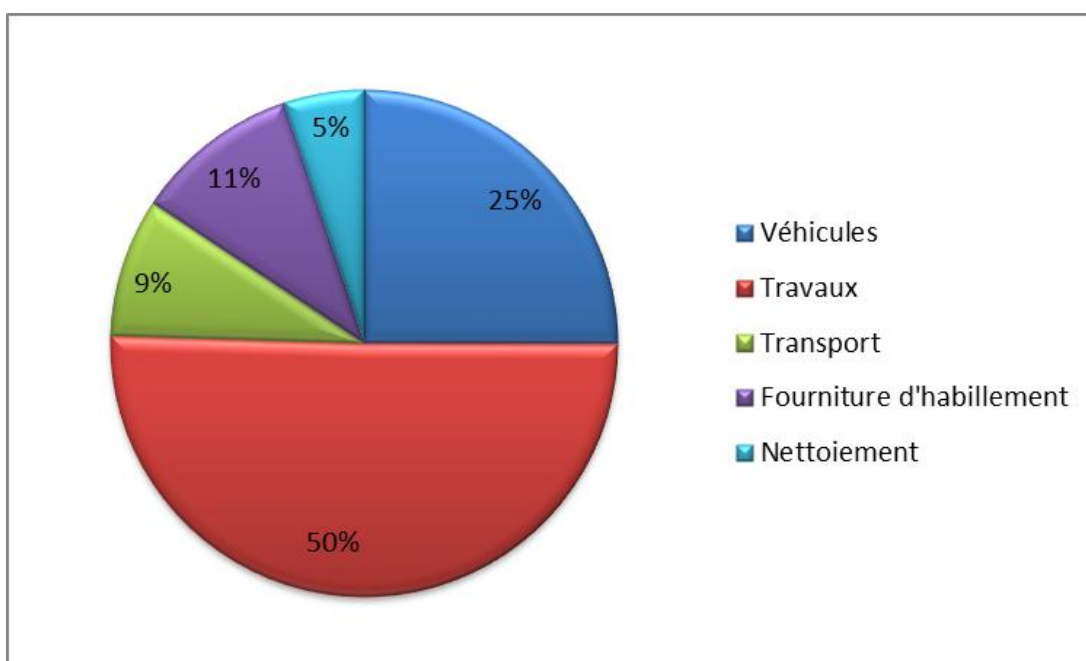
7.2.3. Recommandations relatives au classement et à l'archivage

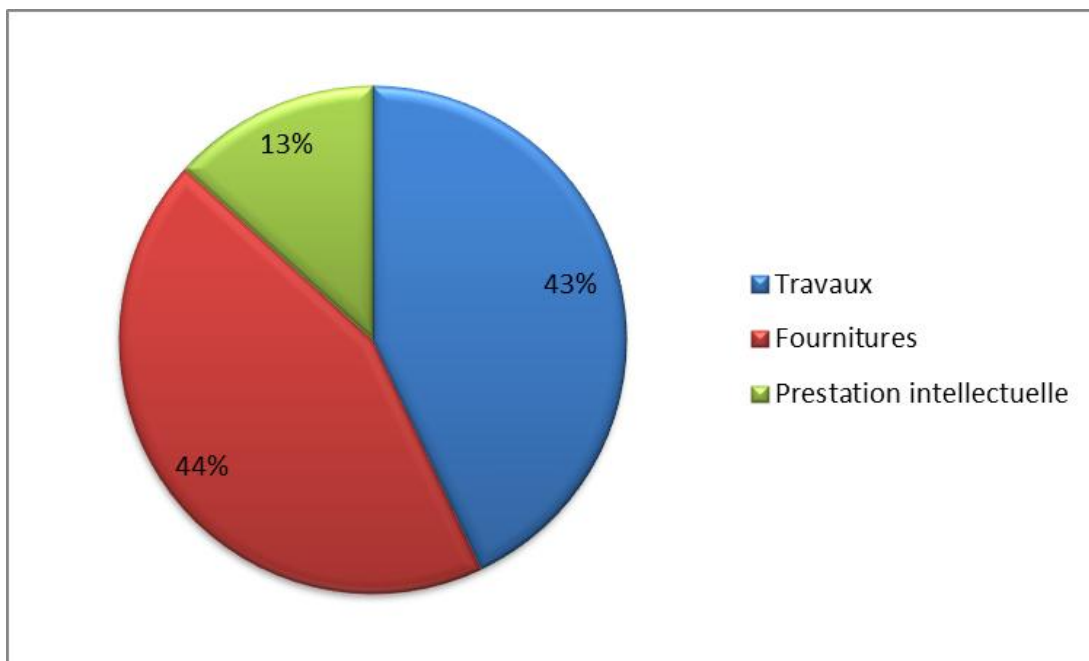
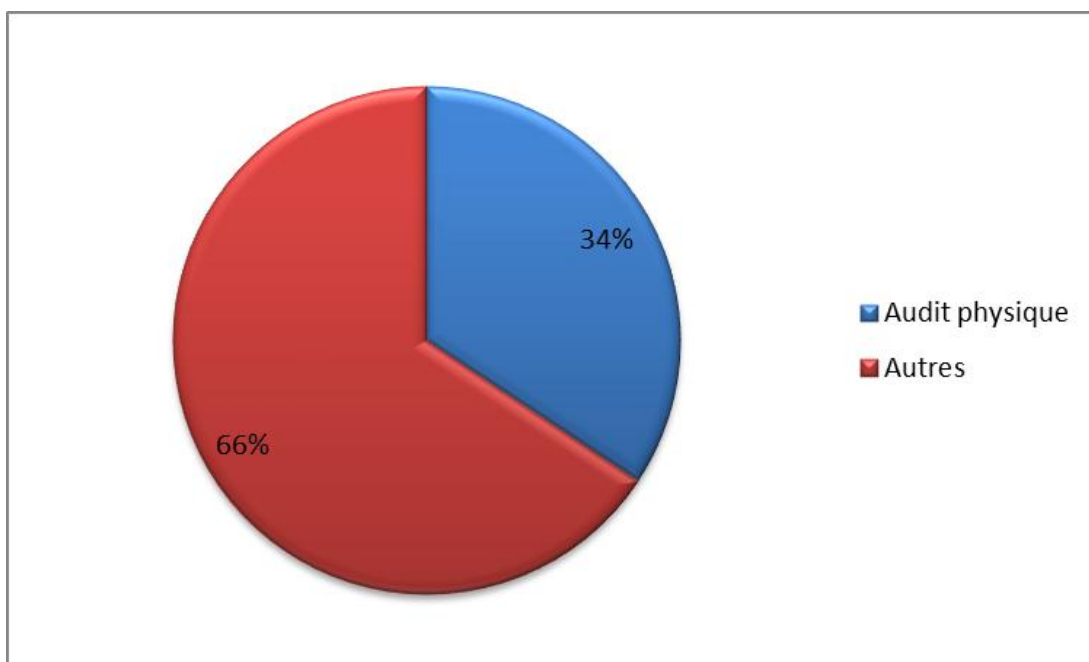
La SNPAD devrait améliorer son système de classement des documents relatifs aux marchés, conformément aux instructions du Manuel de classement édité par l'ARMP.

VIII. ANNEXES

ANNEXE 1 :
REPARTITION ECHANTILLON

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2011	
	Nombre	Montant (F CFA)
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	11	1 665 185 408
Appel d'Offres Restreint (AOR)	-	-
Prestation Intellectuelle (PI)	1	65 077 000
Demande de Renseignements et de Prix(DRP)	10	208 427 604
Entente Directe (ED)	-	-
TOTAL	22	1 938 690 012

COMPOSITION DE L'ECHANTILLON**REPARTITION DE L'ECHANTILLON APPEL D'OFFRES**

REPARTITION DE L'ECHANTILLON DRP**POURCENTAGE DE L'AUDIT PHYSIQUE**

ANNEXE 2 :
SEUILS DE PASSATION

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	30 000 000	400 000 000	200 000 000	400 000 000
Travaux	50 000 000	600 000 000	400 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000
Services	30 000 000	400 000 000	200 000 000	400 000 000

ANNEXE 3 :
CONSTATS RELATIFS AUX DISPOSITIFS DES MARCHES

PRESENTATION DE LA SNPAD

Le Port Autonome de Dakar (PAD) est érigé en Société Nationale par la loi N° 87-28 du 18 Août 1987. Les mutations intervenues dans le secteur des transports maritimes et la situation de concurrence interportuaire sous régionale ont incité les autorités à changer le statut d'Etablissement Public qui régissait le Port Autonome de Dakar en Société Nationale. Ce statut lui confère, outre l'autonomie financière une liberté d'action et une capacité d'adaptation à toute modification de l'environnement.

L'article 4 des statuts de la Société Nationale du Port Autonome de Dakar (SNPAD) stipule qu'elle a pour objet :

- L'exploitation, l'entretien du port maritime et de ses dépendances, la gestion de son domaine mobilier et immobilier et l'exécution des travaux d'amélioration et d'extension de ses installations.
- La création ou l'acquisition et l'exploitation de tout fond ou établissement de même nature.
- La participation par tout moyen et sous quelque forme que ce soit à toute société créée ou à créer.
- Et généralement la réalisation de toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières ou financières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessous défini.

FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF DES MARCHES DE LA SNPAD

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le code des marchés publics. Sous ce rapport, nous avons vérifié l'existence d'un Plan de Passation des Marchés et sa présentation conforme aux instructions de la DCMP en la matière ; à l'examen, nous notons que le PPM initial et son additif qui nous ont été transmis retracent essentiellement les acquisitions de l'exercice 2011

Nous avons vérifié que la SNPAD s'est conformée aux instructions du CMP en publiant dans le journal « Le Soleil » du 06 janvier 2011, un Avis Général de Passation des Marchés. Par ailleurs, pour se conformer aux dispositions de l'arrêté 11 586 du MEF pris en application de l'article 35 du CMP, la SNPAD a institué en son sein une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés. En effet, la Commission des Marchés et la Cellule de Passation des Marchés ont été mises en

place respectivement par décisions N° 00077/PAD/SG/DG et N° 00078/PAD/SG/DG en date du 14 Janvier 2011. Les membres de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés ont signé les attestations de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d’Ethique qui ont été transmises à la DCMP et à l’ARMP respectivement par lettres n° 1449 et 1450 en date du 04 juillet 2011.

Les membres de la Commission des Marchés sont au nombre de onze (11), dont six (06) titulaires et cinq (05) suppléants. Le Chef du service des Marchés et Contrats est nommé rapporteur de la Commission des Marchés. La présidence de la commission des marchés est assurée par le Secrétaire Général. Un avenant à la décision portant nomination des membres de la CM a été établi le 15 septembre 2011 pour remplacer Monsieur El hadji NDIEGUENE, membre suppléant représentant le Directeur des Infrastructures par Monsieur Ousseynou NDIAYE.

Les instructions de l’ARMP en matière de classement et d’archivage des dossiers de passation des marchés ne sont pas totalement respectées.

La Commission des Marchés de la SNPAD a élaboré et transmis à l’ARMP par lettre n° 00591/PAD/CPM/SG/DG du 29 mars 2012, le rapport annuel comme l’y invite le CMP. Cependant, la Cellule de Passation des Marchés n’a pas transmis ses rapports trimestriels.

ANNEXE 4 :
FICHE DE PROJET

APPELS D'OFFRES

APPEL D’OFFRES OUVERT N° 3260 du 08/10/2010 MARCHES N° 05/2011/M du 03 février 2011 N°06/2011/M du 03 février 2011 N°07/2011/M du 07 février 2011							
Objet		Fourniture de dix-sept (17) véhicules en deux (02) lots					
Date de publication de l’Avis d’appel d’offres		13 octobre 2010					
Date d’ouverture des offres		11 novembre 2012, reportée au 25 novembre 2010 à 9 h 30 min.					
Attributaire	N° 05/2011/M : ESPACE AUTO	76 300 000 F CFA TTC					
	N°06/2011/M : LA SENEGALAISE DE L’AUTOMOBILE	62 000 000 F CFA TTC					
	N°07/2011/M : MATFORCE	118 358 720 F CFA TTC					
Date de publication de l’attribution provisoire		23 décembre 2010					
Date d’approbation du marché	N° 05/2011/M	=					
	N°06/2011/M	=					
	N°07/2011/M	07 février 2011					
Date de notification	N° 05/2011/M	09 février 2011					
	N°06/2011/M	04 février 2011					
	N°07/2011/M	07 février 2011					
Délai de livraison	N° 05/2011/M	90 jours					
	N°06/2011/M	30 jours					
	N°06/2011/M	45 jours					
Date de publication de l’attribution définitive		21 mars 2011					
Date de la réception provisoire	N° 05/2011/M	31 mai 2011					
	N°06/2011/M	24 mars 2011					
	N°07/2011/M						
Date de la réception définitive		Sans objet					
Il s’agit de marchés de fourniture de dix-sept (17) véhicules. Les candidats suivants ont soumissionné :							
SOUMIS.	LASA	MATFORCE	EMG	AA	ESPACE AUTO	SILCAR	SERA
LOT 1	192 100 000 V: 192 100 000	186 546 355	199 750 000	297 500 000	221 000 000 V: 221 000 000	195 500 000	210 800 000
LOT 2	254 150 000 V: 280 500 000	251 512 280	288 150 000	289 000 000 V: 314 500 000	263 500 000	—	263 500 000
Seul le lot 2(la fourniture des véhicules 4X4) fait l’objet des marchés ci-dessus.							
Des avenants ont été passés :							

Avenant n°1 au Marché n°06/2011/M signé le 05 septembre 2011, de la Sénégalaise de l'Automobile

Approbation : Date non indiquée.

Notification : le 24 août 2011. (Vérifier si l'avenant a été signé dans les délais d'exécution du marché)

Montant : Sans incidence financière ;

Motif : Modification des termes du paiement, en remplaçant le numéro de compte bancaire de la SGBS. Au moment du règlement du marché, une erreur avait été constatée dans la formulation du numéro de compte bancaire du fournisseur.

Avenant n°1 au marché n°07/2011/M signé le 01 juin 2011 et approuvé le 01 juin 2011, de MATFORCE

Approbation : le 1^{er} juin 2011 (vérifier par rapport au délai d'exécution)

Notification : le 03 juin 2011

Montant : 14 794 840 F CFA TTC

Motif : Fourniture d'un véhicule de type station wagon 4X4, HUNDAI ix35 essence.

Pourcentage de l'avenant/marché de base : 12,5%.

Montant final du marché + avenant : 133 153 560 F CFA TTC.

Non conformités

- Il est noté l'absence de preuves pour la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ;
- Le rapport d'analyse comparative des offres et le PV d'attribution provisoire n'ont pas été soumis à l'examen préalable de la DCMF alors que le montant estimatif du marché dépasse les seuils définis par l'arrêté N°0011580 du 28/12/2007 pris en application de l'article 140 du CMP. Le montant estimé du marché est de 300 000 000 F CFA.
- Différence entre le délai de validité des offres sur l'AAO (90 jours) et celui figurant dans les DPAO (120 jours).
- L'attribution du marché à MATFORCE a été faite sans complément de toutes ses pièces administratives manquantes. En effet, la date de dernier visa du Quitus fiscal est le 10 décembre 2010 alors que l'attribution est prononcée le 30 novembre 2010.
- Pour le marché n°07/2011/M du 07 février 2011, la garantie de bonne exécution n° 1306/2011-AD/NFT est fournie le 26 mai 2011, soit au-delà des délais requis pour la fourniture de ladite garantie alors que la réception provisoire est prononcée le 18 mai 2011. La garantie de bonne exécution n'est pas fournie pour le marché n° 06/2011/M du 03 février 2011.
- Le marché n'a pas été attribué au candidat qualifié ayant soumis l'offre évaluée la moins disant, c'est plutôt le choix des

	<p>bénéficiaires qui a été pris en compte pour l'attribution des marchés à trois candidats ayant présenté les offres moins disants, en violation de l'article 70 du CMP ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les candidats ayant participé à l'appel d'offres ne sont pas informés du rejet de leurs offres, en violation de l'article 83.3 du CMP ; - Le paiement de la redevance de régulation prévue dans le projet de marché ne figure pas dans le marché signé par le titulaire. Il en est de même pour la clause sur les pénalités de retard ; - Il est noté que les avenants sont conclus après la réception des fournitures.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ; - Veiller à transmettre le rapport d'analyse comparative des offres et le PV d'attribution provisoire à la DCMP pour examen préalable, en application de l'article 140 du CMP et son arrêté d'application N°0011580 du 28/12/2007 ; - Veiller à porter dans le DAO les mêmes informations contenues dans l'AAO ; - Eviter d'attribuer les marchés sous réserve de compléments des pièces administratives ; - La SNPAD doit prendre les dispositions idoines pour demander aux titulaires de marchés de produire la garantie de bonne exécution lors de la signature du marché et avant le démarrage des travaux (article 115 du CMP) ; - Veiller à attribuer les marchés de fourniture de véhicules au moins-disant et éviter de faire primer le choix des bénéficiaires, ce qui peut engendrer des dépenses supplémentaires supportées par l'autorité contractante. En effet, la prévision dans le DAO de la disposition précisant que « <i>les candidats retenus sont ceux ayant proposé les trois montants les moins disants</i> », est contraire aux dispositions de l'article 70 du CMP qui stipule que « <i>l'attribution du marché est faite au candidat qui a l'offre conforme évaluée la moins disant et qui est reconnu réunir les</i> »

	<p><i>critères de qualification mentionnés dans le dossier d'appel à la concurrence</i> ». Le montant du marché s'il était attribué au moins disant La Sénégalaise de l'Automobile serait de 251 512 280 F CFA au lieu de 256 658 720 F CFA pour les trois attributaires ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP ; - La SNPAD doit aussi veiller au respect des clauses prévues dans les projets de contrat lors de l'élaboration des marchés notamment en ce qui concerne les pénalités de retards (article 133 du CMP). - Respecter l'application de l'article 23 du CMP stipulant qu'aucun avenant ne peut être conclu après la réception provisoire des travaux, fournitures ou services constituant son objet.
Commentaires de l'AC	<p>L'auditeur a souligné que c'est plutôt le choix des bénéficiaires qui a été pris en compte pour attribuer les marchés à trois candidats moins disants.</p> <p>Il convient de souligner que la situation visée supra correspond à une politique du PAD, consistant à prendre en compte la préférence des bénéficiaires potentiels de véhicules de service, sur la gamme des véhicules présentés par les candidats qualifiés, ceci pour tenir compte du caractère « personnel » du véhicule (participation du bénéficiaire aux frais de maintenance et cession au bout de cinq ans).</p> <p>Il convient cependant de préciser que le PAD s'est conformé depuis aux recommandations des missions de revue des passations des marchés publics, relatives aux conditions d'acquisition de véhicules (note N° 1469 PAD/SG/DG du 16/08/2011).</p>
Appréciation du Cabinet	Le cabinet maintient ses observations.

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 3395 du 28/10/2010	
Travaux de transformation et d'extension du bâtiment de la Liaison Maritime Dakar-Gorée	
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	Le Messenger N°2073 du vendredi 5 novembre 2010
Date d'ouverture des offres	09/12/2010
Attributaire	OBK MAT
Date de publication de l'attribution provisoire	Le Messenger du 05/01/2011
Montant du marché	102 298 521 F CFA TTC
Date d'approbation du marché	14 janvier 2011
Date d'enregistrement	
Date de notification du marché	
Délai d'exécution	
Date de publication de l'attribution définitive	Le messenger des 28/02/2011 et 1/03/2011
Date de la réception provisoire	
Date de la réception définitive	
<p>Il s'agit d'un marché pour les travaux de transformation du bâtiment de la Liaison Maritime Dakar Gorée. Les candidats ayant soumissionné sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - GETRAN SA : 137 031 392 - SSCTP : 63 492 272 - OBKMAT 101 642 842 - ETTP BAT : 103 673 038 - SENEGINDIA SARL : 143 228 751. <p>Le marché a été attribué à OBK MAT pour un montant de 102 298 521 F CFA.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Les candidats ayant participé à l'appel d'offres ne sont pas informés du rejet de leurs offres, en violation de l'article 83.3 du CMP ; - Les travaux ont démarré sans que l'entreprise titulaire n'ait mis en place la caution de bonne exécution exigée dans le marché ; - Les PV de réunion de chantier joints dans le dossier montrent que les travaux ont démarré vers le mois de juillet 2011 (PV N°4) et se sont poursuivis jusqu'en avril 2012 (PV n° 41) pour un délai d'exécution de 6 mois. Les pénalités de retard de retard ne sont pas appliquées ; - Il est noté l'absence de PV de réception provisoire et de réception définitive dans le dossier qui nous a été transmis.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à informer systématiquement les candidats non

	<p>retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - La SNPAD doit prendre les dispositions idoines pour demander aux titulaires de marchés de produire la garantie de bonne exécution lors de la signature du marché et avant le démarrage des travaux (article 115 du CMP) ; - Les pénalités de retard doivent être appliquées conformément aux dispositions de l'article 134 du CMP ; - Les procès-verbaux de réception des travaux doivent être archivés dans le dossier de la procédure de passation du marché.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - La garantie de bonne exécution est fournie avant le paiement du décompte d'avance de démarrage. (Voir décompte avance de démarrage en annexe). - Les pénalités de retard ne sont pas appliquées car les travaux ne sont pas terminés. Les travaux à l'étage sont suspendus suite au contentieux entre le PAD et l'occupant de l'étage (seuls les travaux du rez-de-chaussée sont terminés). Voir ordre de service de suspension des travaux. - Suite à la suspension des travaux à l'étage jusqu'à la libération des locaux occupés par le restaurant et aussi à la demande de l'entreprise, il a été procédé à la réception provisoire partielle des seuls travaux du rez-de-chaussée. (voir PV de réception provisoire des travaux du rez de chaussée).
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none"> - Suite aux commentaires ci-dessus de l'autorité contractante, le cabinet maintient son observation sur l'obligation d'informer les candidats non retenus après l'attribution provisoire du marché.

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 3396 du 28/10/2010 Marché n°08/2011/M	
Transport journalier du personnel du PAD	
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	03 novembre 2010 (Le Soleil), 04 et 05 novembre 2010 « Le Messenger n° 2072 et 2073 »
Date d'ouverture des offres	09 décembre 2010
Attributaire	COSELOC
Date de publication de l'attribution provisoire	05 et 06 et 07 février 2011 « Le Messenger n°2146 et 2147
Montant du marché	147 268 000 F CFA TTC
Date d'approbation du marché	11 février 2011
Date d'enregistrement	11 février 2011
Date de notification du marché	11 février 2011
Délai d'exécution	1 an renouvelable 1 fois
Date de publication de l'attribution définitive	Le Messenger du 13 juillet 2011
Date de la réception provisoire	Sans objet
Date de la réception définitive	Sans objet
<p>Il s'agit d'un marché pour le transport journalier du personnel du PAD. Les candidats ayant soumissionné sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - RUF UNIVERSEL : 144 204 024 F CFA TTC - COSELOC : 147 268 000 F CFA TTC - SENECARTOURS : 289 050 912 F CFA TTC. <p>Le marché a été attribué à COSELOC pour un montant de 147 268 000 F CFA TTC.</p> <p><u>Avenant</u> (sans incidence financière) :</p> <p>Motif : Prise en compte de la modification sollicitée par le prestataire relative aux conditions de règlement prévues à l'article sur les modalités de paiement. Changement de numéro de compte bancaire.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Il est noté l'absence de preuves pour la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ; - Les candidats ayant participé à l'appel d'offres ne sont pas informés du rejet de leurs offres, en violation de l'article 83.3 du CMP ; - Ce marché de clientèle a été passé sans avis préalable de la

	DCMP sur le dossier d'appel d'offres en violation de l'article 140 alinéa (a) du CMP.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à transmettre le rapport d'analyse comparative des offres et le PV d'attribution provisoire à la DCMP pour examen préalable, en application de l'article 138 du CMP et son décret d'application N°0011580 du 28/12/2007 ; - Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP ; - Transmettre systématiquement les DAO des marchés de clientèle à la DCMP pour un avis préalable avant le lancement de la procédure, en application de l'article 140 alinéa (a) du CMP du CMP.
Commentaires de l'AC	Aucun commentaire.
Appréciation du Cabinet	Le cabinet maintient ses observations.

<p align="center">APPEL D'OFFRES OUVERT N° 3842 du 28/12/2010 Marché n°07/2011/M</p>	
<p>Travaux de réhabilitation des terre-pleins du môle 4</p>	
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	30 décembre 2010 dans le MESSAGER N° 2116
Date d'ouverture des offres	03 février 2011 à 9 h 30 min.
Attributaire	EDD
Date de publication de l'attribution provisoire	13 avril 2011
Montant du marché	197 486 688 F CFA TTC
Date d'approbation du marché	12 mai 2011
Date de notification	13 mai 2011
Délai d'exécution	03 mois calendaires
Date de publication de l'attribution définitive	Non disponible
Date de la réception provisoire	Non disponible
Date de la réception définitive	Non disponible
<p>Il s'agit d'un marché pour les travaux de réhabilitation des terre-pleins du môle 4. Les candidats suivants ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> - EDD : 197 486 688 F CFA TTC - GENITE : 319 079 906 F CFA TTC - SILEX GROUP : 323 783 150 F CFA TTC. <p>Le marché a été attribué au moins disant EDD pour un montant de 197 486 688 F CFA TTC.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Il est prévu dans le DAO (CCAG), une retenue de garantie de 10% en porte à faux avec l'article 115 du CMP qui fixe le montant maximum de la retenue de garantie à 5%. - Dans les DPAO, le délai de validité des offres est de 120 jours (contrairement à l'AAO) où il est prévu un délai de 90 jours. - Le délai de convocation des membres de la CM n'est pas respecté (1^{er} mars 2011 pour une réunion du jeudi 03 mars 2011) en violation de l'article 39 du CMP ; - La commission des marchés a constaté à l'ouverture des plis que le candidat SILEX Group a fourni une copie de la caution de soumission et a par conséquent déclaré son offre irrecevable. La commission des marchés doit se limiter à faire le constat des pièces fournies dans le procès-verbal d'ouverture des plis et n'a pas les prérogatives de prendre la décision d'exclure un candidat à ce stade.

	<ul style="list-style-type: none"> - Il est noté l'absence de preuves pour la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ; - L'estimation du coût du marché étant de 230 000 000 F CFA, cependant le RAO et le PV d'attribution ne sont pas soumis à la DCMP pour revue à priori en violation de l'article 140 du CMP et son arrêté d'application N°0011580 du 28/12/2007 ; - La garantie de remboursement de l'avance de démarrage fournie par le titulaire du marché n'est pas conforme au modèle prévu dans le projet de marché (Dossier type). En effet, aucune date de validité n'est précisée ; - Le marché du titulaire a fait l'objet de résiliation, mais la saisie de la caution d'avance de démarrage n'a pas été documentée dans le dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter la valeur maximale de 5% prévue pour fixer le montant de la garantie de bonne exécution dans les marchés. - Veiller à porter dans le DAO les mêmes informations contenues dans l'AAO ; - Veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs de convocation des membres de la commission des marchés, aux réunions des commissions des marchés en application des dispositions de l'article 39 du CMP ; - Veiller à faire uniquement un constat de la fourniture ou non des pièces contenues dans les offres des candidats lors de la séance d'ouverture des plis. L'article 67 alinéa 4 du CMP stipule qu'à l'ouverture des plis, seules les informations suivantes sont lus à haute voix : « le nom de chaque candidat, le montant de chaque offre, la présence ou l'absence de la garantie de soumission, les rabais éventuels ainsi que toute autre information que l'AC peut juger utile de faire connaître » ; - Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ; - La SNPAD doit veiller à ce que les titulaires des marchés fournissent des garanties conformes aux modèles prévus dans les Dossiers types ;

	<ul style="list-style-type: none">- Mieux documenter les dossiers de résiliation.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none">- La retenue de garantie est bien de 5% dans le marché. (Voir copie marché en annexe).- Une erreur s'est glissée sur l'AAO concernant la durée de validité des offres.- Dans la garantie de remboursement de l'avance de démarrage délivrée par SONAC sa, il est bien mentionné la date de validité.- Concernant la saisie de la caution suite à la résiliation, voir les documents en annexe concernant le remboursement total de l'avance de démarrage.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none">- Le cabinet maintient ses observations à l'exception de celles dont les réponses ont été apportées ci-dessus.

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 863 du 14/04/2011 Marché n°13/2011/M	
Travaux d'aménagement d'abris pour la Douane et la Gendarmerie pour le fonctionnement à feu continu du PAD	
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	19 avril 2011 dans le MESSAGER N° et BIE N° 902 du 20 au 29 avril 2011.
Date d'ouverture des offres	19 mai 2011 à 9 h 30 min.
Attributaire	SENEPRES
Date de publication de l'attribution provisoire	02 septembre 2011 (Le Soleil)
Montant du marché	77 631 138 F CFA TTC
Date d'approbation du marché	Non précisé
Date de notification de l'OS de démarrage	Non précisé
Délai d'exécution	5 mois et demi
Date de publication de l'attribution définitive	05 octobre 2011 (Le MESSAGER N° 2345) et BIE N°918 du 30/11/11 au 10/10/11
Date de la réception provisoire	Non disponible
Date de la réception définitive	Non disponible
<p>Il s'agit d'un marché pour les travaux d'aménagement d'abris pour la Douane et la Gendarmerie pour le fonctionnement à feu continu du PAD. Les candidats ayant soumissionné sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - SENEPRES : 77 631 138 F CFA TTC - OBK MAT : 121 257 744 F CFA TTC - BATI PLUS II: 92 645 694 F CFA TTC. <p>Le marché a été attribué au moins disant SENEPRES pour un montant de 77 100 138 F CFA TTC.</p> <p>Deux avenants ont été passés :</p> <p><u>Avenant N° 1 (sans incidence financière)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Objet : Prendre en compte l'AD, pour un montant de 20% dans les modalités de paiement. - Approuvé le 26 décembre 2011. <p><u>Avenant N° 2</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Objet : Recommandations du BCT ALPAGES sur les dimensions des IPE de la charpente métallique, variations des quantités prévues (plus ou moins-values) compte tenu des modifications de dimensions des abris suite aux contraintes sur certains sites et des délais correspondants au dépassement des quantités de travaux initialement prévus. - Montant : 12 228 941 F CFA TTC, soit 15,75% portant le marché à un montant total de 89 860 079 F CFA TTC. - Signé le 22 mai 2012 	

- O.S. de démarrage des travaux de l'avenant notifié le 23 mai 2012
- Délais de réalisation des travaux de l'avenant : 35 jours.

Non conformités

- Le délai d'exécution prévu dans le projet de marché du DAO est de quatre (04) mois maximum alors que celui dans le marché est de cinq (05) mois et demi ;
- Le délai de convocation des membres de la CM n'est pas respecté (le 16 mai 2011 pour une réunion du 19 mai 2011) en violation de l'article 39 du CMP ;
- Il est noté l'absence de preuves pour la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ;
- Le rapport d'évaluation date du 21 juillet 2011, soit 02 mois après l'ouverture des plis. Les délais d'évaluation sont longs ;
- Les candidats ayant participé à l'appel d'offres ne sont pas informés du rejet de leurs offres, en violation de l'article 83.3 du CMP ;
- Les dates de signature et d'approbation du marché ne sont pas précisées sur le contrat du titulaire ;
- Les P.V. de réception provisoire et définitive ne sont pas archivés au dossier ;
- Le marché a été élaboré sur la base du montant lu à l'ouverture des plis (77 631 138 F CFA TTC) au lieu du montant corrigé de 77 100 138 F CFA TTC lors de l'évaluation des offres et qui a fait l'objet d'attribution par la commission des marchés de la SNPAD.
-

Recommandations

- Veiller à porter dans le DAO les mêmes informations contenues dans l'AAO ;
- Veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs de convocation des membres de la commission des marchés, aux réunions des commissions des marchés en application des dispositions de l'article 39 du CMP ;
- Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « *dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats* » ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à finaliser les procédures d'attribution et de contractualisation dans les meilleurs délais et à publier les avis d'attribution définitive conformément aux dispositions de l'article 85 du CMP ; - Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP ; - Veiller à renseigner dans les contrats, les dates de souscription et d'approbation ; - Les P.V. de réception provisoire et définitive doivent être archivés au dossier de la procédure de passation du marché ; - Veiller à attribuer les marchés sur la base des montants corrigés des offres au lieu des montants lus à l'ouverture des plis.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Les travaux objet du marché sont toujours en cours ; la réception provisoire n'est pas encore prononcée.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none"> - Tenant compte du fait que les travaux sont toujours en cours d'exécution, la réception des travaux n'est pas encore prononcée. Cependant, le cabinet maintient ses autres observations.

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 1180 du 24/05/2011 Marché n°14/2011/M et Marché n°15/2011/M	
Nettoiemment des locaux et annexes du PAD (relance)	
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	Le Messenger N° 2239 et 2240 du Lundi 30 mai 2011 et Mardi 31 mai 2011 et Le Soleil du Lundi 30 mai 2011
Date d'ouverture des offres	07 juillet 2011
Attributaire	CCS et SDN (Spécialiste Du Nettoyement)
Date de publication de l'attribution provisoire	Non disponible
Date d'approbation du marché	Non disponible pour CCS
Enregistrement	SDN et CCS : le 28 septembre 2011
Date de notification du marché	27 septembre 2011 pour CCS et 27 septembre 2011 et 03 novembre 2011 pour SDN
Délai d'exécution	1 an pour chaque marché
Délai de validité des offres	90 jours
Montant du marché	54 346 080 F CFA TTC pour SDN et 31 576 800 F CFA TTC pour CCS
Date de publication de l'attribution définitive	Non disponible
Date de la réception provisoire	Non disponible
Date de la réception définitive	Sans objet
<p>Il s'agit d'un marché pour le nettoyage des locaux et annexes du PAD. Les candidats ayant soumissionné sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - NICKEL - SCOMATH - ALIZES - SDN/Sécurité - CCS - Autoland <p><u>AVENANT : (CCS)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Motif : Modification des termes du paiement avec le changement de numéro de compte bancaire de la CBAO à la Bank Of Africa. - Approbation de l'avenant : 21 décembre 2011. - Absence d'attestation de non engagement qui doit être délivrée par la CBAO où est domicilié le compte bancaire du titulaire figurant dans le marché de base. 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Ce marché a fait l'objet de relance mais la documentation y afférente n'est pas joint au dossier qui nous a été transmis ; - Ce marché de clientèle a été passé sans avis préalable de la DCMF sur le dossier d'appel d'offres en violation de l'article 140 alinéa (a) du CMP ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Le délai de convocation des membres de la CM n'est pas respecté, convocation des membres de la CM le 04 juillet 2011 pour la séance du 07 juillet 2011 pour l'ouverture des plis et le 16 août 2011 pour la séance d'attribution du 18 août 2011, en violation de l'article 39 du CMP ; - Il est noté l'absence de preuves pour la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ; - Les candidats ayant participé à l'appel d'offres ne sont pas informés du rejet de leurs offres, en violation de l'article 83.3 du CMP ; - Les avis d'attribution provisoire et définitive ne sont pas joints au dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - La SNPAD doit documenter les dossiers ayant fait l'objet de relance ; - Transmettre systématiquement les DAO des marchés de clientèle à la DCMP pour un avis préalable avant le lancement de la procédure, en application de l'article 140 alinéa (a) du CMP du CMP ; - Veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs de convocation des membres de la commission des marchés, aux réunions des commissions des marchés en application des dispositions de l'article 39 du CMP ; - Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ; - Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP ; - La SNPAD doit veiller à la publication des avis d'attribution provisoire et définitive conformément aux articles 83.3. et 85 du CMP.
Commentaires de l'AC	- Aucun commentaire.
Appréciation du Cabinet	- Le cabinet maintient ses observations.

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 1233 du 03/06/2011
Marché n°16/2011/M

Travaux de réhabilitation des logements du PAD : travaux de peinture des façades

Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	08 juin 2011 (Le Soleil et KOTCH), 09 juin 2011 « Le Messenger n° 2247 »
Date d'ouverture des offres	14 juillet 2011
Attributaire	ACO (Africaine de Commerce et d'Ouvrage)
Date de publication de l'attribution provisoire	Le MESSENGER N°2239 et N°2240 du 31 mai 2011 et Le Soleil du 30 mai 2011
Montant du marché	30 044 122 F CFA TTC
Date d'approbation du marché	28 septembre 2011
Date d'enregistrement	03 octobre 2011
Date de notification du marché	29 septembre 2011
Délai d'exécution	42 jours
Date de publication de l'attribution définitive	
Date de la réception provisoire	08 février 2012
Date de la réception définitive	

Il s'agit d'un marché de travaux pour la réhabilitation des logements du PAD : travaux de peinture des façades. Les candidats ayant soumissionné sont les suivants :

- KEBE KHEWEUL : 25 001 840 F CFA TTC
- ETDM : 32 577 676 F CFA TTC
- GTS : 52 554 368 F CFA TTC
- SSBS : 32 416 075 F CFA TTC
- Gica : 45 411 828 F CFA TTC
- 2 TF : 36 859 365 F CFA
- ACO : 30 044 122 F CFA TTC
- Bati Plus II : 44 869 500 F CFA TTC.

Le marché a été attribué au moins disant ACO pour un montant de 30 044 122 F CFA TTC.

AVENANT :

- Objet : Prise en compte de travaux de peinture des parties communes des appartements des immeubles LEBON, PILOTES et MURICE PILOT, de la sécurisation des garde-corps de ces immeubles et de la surélévation du mur de clôture du bâtiment DUMEZ.
- Approbation de l'avenant : le 24 février 2012.
- Notification de l'avenant : 27 février 2012 ;
- Enregistrement de l'avenant : le 1^{er} mars 2012.
- L'avenant est souscrit par le titulaire le 14 février 2012 alors que la réception provisoire des travaux a eu lieu le 08 février 2012.

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Il est noté l'absence de preuves pour la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ; - Le délai de convocation des membres de la CM n'est pas respecté, (Convocation des membres de la CM le 22 août 2011 pour la séance du 25 août 2011), en violation de l'article 39 du CMP ; - Le candidat ayant présenté l'offre la moins-disant après correction et ajustement, en l'occurrence KEBE KHEWEUL, a été éliminé pour défaut de fourniture de l'attestation de capacité financière. Cette pièce est exigible après l'ouverture des plis en application de l'article 45 du CMP. L'entreprise a complété toutes ses pièces administratives manquantes. Elle a proposé un montant de 25 001 840 F CFA TTC ; - Les candidats ayant participé à l'appel d'offres ne sont pas informés du rejet de leurs offres, en violation de l'article 83.3 du CMP ; - L'avis d'attribution définitive n'est pas joint au dossier ; - La date de souscription du titulaire est le 04 octobre 2011 alors que le marché est enregistré le 03 octobre 2011 ; - Il n'est pas prévu dans le marché la retenue de garantie et la caution de bonne exécution ; - Un avenant a été conclu après la réception provisoire des travaux en violation de l'article 23 du CMP.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs de convocation des membres de la commission des marchés, aux réunions des commissions des marchés en application des dispositions de l'article 39 du CMP ; - Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ; - La SNPAD doit appliquer l'article 44 alinéa (i) du CMP dans le cadre de l'attribution des marchés. En effet, la capacité financière est exigible dans un délai au plus égal à

	<p>celui imparti à l'autorité contractante pour prononcer l'attribution provisoire, en application des dispositions de l'article 44 alinéa (i) du CMP. Une économie de 5 042 282 F CFA TTC pouvait être faite si le marché était attribué au candidat KEBE KHEWEUL ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP ; - La SNPAD doit veiller à la publication des avis d'attribution provisoire et définitive conformément aux articles 83.3. et 85 du CMP ; - La SNPAD doit veiller à la cohérence entre les dates de souscription et d'enregistrement des contrats ; - La SNPAD doit prévoir dans ses contrats la retenue de garantie en application de l'article 115 du CMP ; - Veiller à l'application de l'article 23 du CMP stipulant qu'aucun avenant ne peut être conclu après la réception provisoire des travaux, fournitures ou services constituant son objet.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - L'avenant a été bien conclu avant la réception provisoire qui a été prononcée le 08 février 2012. En effet, la commission des marchés, en sa séance du 29 décembre 2011, avait donné un avis favorable sur la proposition d'avenant (voir rapport de présentation).
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none"> - La date de conclusion de l'avenant est sa date de signature entre l'autorité contractante et le titulaire et non celle de l'avis favorable de la commission des marchés sur la proposition d'avenant. - Le cabinet maintient ses observations.

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 1225 du 03/06/2011 Marché N° 21/2011/M et N°22/2011/M	
Fourniture d'effets d'habillement du personnel du Port Autonome de Dakar Lot n°1 : Confection d'habillements spéciaux (ou fabrication locale) Lot n°2 Fourniture d'effets d'habillements	
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	08 et 09 juin 2011 le MESSENGER N°2247 et 08 juin 2011 KOTCH
Date d'ouverture des offres	14 juillet 2011
Attributaire	Lot n°1 : SAHEL EQUIPEMENT et Lot n°2 : SUNU CONFECTION
Date de publication de l'attribution provisoire	Non disponible
Montant du marché	Lot 1 : 86 723 864 F CFA TTC Lot 2 : 88 323 944 F CFA TTC
Date d'approbation du marché	Non précisé dans le marché
Date d'enregistrement	14/11/2011
Délai d'exécution	Lot n°1 : 80 jours et Lot n°2 : 90 jours
Date de publication de l'attribution définitive	Non disponible
Date de la réception provisoire	Lot 1 : 06 mars 2011 et Lot 2 : 20 mars 2011
Date de la réception définitive	Sans objet
<p>Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture d'effets d'habillement du personnel du Port Autonome de Dakar. Les candidats ayant soumissionné sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - SUNU CONFECTION : 157 409 994 F CFA TTC - BASIF : 103 132 038 F CFA TTC - SAHEL EQUIPEMENT : 190 108 79 F CFA TTC. 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le montant exigé pour la caution de 500 000 F CFA est en dehors de l'intervalle prévu à l'article 113 du CMP (entre 1% et 3%) ; - Il est noté l'absence de preuves pour la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ; - Le rapport d'évaluation est élaboré le 28 juillet 2011 et présenté en CM le 22 septembre 2011 (les délais d'attribution sont anormalement longs) ; - La fourniture de références similaires ne devrait pas être un facteur d'ajustement mais plutôt un critère de qualification. A ce sujet, aucun des deux candidats attributaires n'a présenté trois (03) références. Le candidat SAHEL EQUIPEMENT a présenté une référence cumulant trois exercices d'activités et le candidat SUNU CONFECTION n'a pas fourni de

	<p>référence (seule une pénalité de 300 000 F CFA lui est appliquée pour des fins d'évaluation) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'avis d'attribution provisoire, de même que l'avis d'attribution définitive ne sont pas joints au dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à respecter l'intervalle requis entre 1% et 3% pour la détermination de la caution de soumission en application de l'article 113 du CMP ; - Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ; - Veiller à finaliser les procédures d'attribution et de contractualisation dans les meilleurs délais et à publier les avis d'attribution provisoire et définitive conformément aux dispositions des articles 83.5 et 85 du CMP ; - Veiller à bien définir les critères de qualification dans les cahiers de charges pour éviter d'attribuer le marché à des entreprises qui ne présentent aucune référence similaire pour les prestations demandées.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Aucun commentaire.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none"> - Le cabinet maintient ses observations.

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 1528 du 11/07/2011					
Marché n°23/2011/M et Marché n°24/2011/M					
Fourniture de treize (13) véhicules					
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	18 juillet 2011 Le Soleil et « Le Messenger n° 2279 »				
Date d'ouverture des offres	18 août 2011				
Attributaire	Marché n°23 : Lots 1, 2, 3 et 4 : La Sénégalaise de l'Automobile (11 véhicules) Marché n°24 : Lot 5 : SERA (02) véhicules				
Date de publication de l'attribution provisoire	05 et 06 et 07 février 2011 « Le Messenger n°2146 et 2147				
Montant du marché	Marché n°23: 118 012 090 F CFA TTC Marché n°24: 23 800 000 F CFA TTC				
Date d'approbation du marché	Marché n°23 : 10 novembre 2011 Marché n°24 : 10 novembre 2011				
Date de notification	Marché n°23 : 15 novembre 2011 Marché n°24 : 22 novembre 2011				
Délai d'exécution	Marché n°23 : Immédiat Marché n°24 : 15 jours				
Date de publication de l'attribution définitive	Non disponible				
Date de la réception provisoire	Marché n°23 : 30 janvier 2012 Marché n°24 : Non présenté				
Date de la réception définitive	Sans objet				
Il s'agit d'un marché pour la fourniture de treize (13) véhicules. Les candidats ayant soumissionné sont :					
Montant :					
SOUSSIONNAIRES	LOT 1	LOT 2	LOT 3	LOT 4	LOT 5
MATFORCE	32 800 000	22 700 000	–	14 950 000	22 700 000 V: 20 400 000
SERA	35 600 000	35 100 000	43 600 000	–	23 800 000
CFAO	50 647 200 39 100 640	31 963 400	48 248 000	–	31 353 600 36 160 000
ESPACE AUTO	32 800 000	22 000 000	–	–	17 200 000
CCBM	36 000 000	29 000 000	44 000 000	17 000 000	27 000 000
LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE	38 000 000	27 000 000	35 872 000	17 140 000	23 000 000
STAR AUTO	28 000 000	21 000 000	–	–	16 000 000
Délais de livraison :					
SOUSSIONNAIRES	LOT 1	LOT 2	LOT 3	LOT 4	LOT 5
MATFORCE	15 jours	60 jours	–	60 jours	60 jours
SERA	15 jours	90 jours	15 jours	–	15 jours
CFAO	30 jours	30 jours	30 jours	–	30 jours
ESPACE AUTO	60 jours	60 jours	–	–	60 jours
CCBM	90 jours	90 jours	90 jours	90 jours	90 jours
LA SENEGALAISE	immédiat	immédiat	immédiat	immédiat	immédiat

DE L'AUTOMOBILE					
STAR AUTO	90 jours	90 jours	90 jours	90 jours	90 jours

Le marché est attribué aux candidats suivants :

La Sénégalaise de l'Automobile pour les lots suivants :

- Lot 1 : 38 000 000 F CFA TTC et un délai de livraison immédiat,
- Lot 1 : 27 000 000 F CFA TTC et un délai de livraison immédiat,
- Lot 1 : 35 872 000 F CFA TTC et un délai de livraison immédiat,
- Lot 4 : 17 140 090 F CFA TTC et un délai de 30 jours ;

SERA pour un montant de 23 800 000 F CFA TTC et un délai de 15 jours.

Un avenant a été passé pour le marché n°23/2011/M de La Sénégalaise de l'Automobile :

- Objet : prise en charge des frais de mise en peinture aux couleurs du PAD des véhicules objet des lots 3 et 4
- Souscription de l'avenant : 06 mars 2012
- Approbation de l'avenant : le 15 mars 2012
- Enregistrement : 17 avril 2012.
- Montant : 3 675 228 F CFA soit une augmentation de 3,11% par rapport au marché de base.

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Il est noté l'absence de preuves pour la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ; - Les candidats ayant participé à l'appel d'offres ne sont pas informés du rejet de leurs offres, en violation de l'article 83.3 du CMP ; - L'avis d'attribution provisoire, de même que l'avis d'attribution définitive ne sont pas archivés dans le dossier ; - Un avenant a été conclu après la réception provisoire des fournitures pour le marché n° 23/2011/M de la Sénégalaise de l'Automobile en violation de l'article 23 du CMP.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ; - Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du

	<p>CMP ;</p> <ul style="list-style-type: none">- La SNPAD doit veiller à la publication des avis d'attribution provisoire et définitive conformément aux articles 83.3. et 85 du CMP ;- Veiller à l'application de l'article 23 du CMP stipulant qu'aucun avenant ne peut être conclu après la réception provisoire des travaux, fournitures ou services constituant son objet.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none">- Aucun commentaire.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none">- Le cabinet maintient ses observations.

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 1529 du 11/07/2011 Marché n°26/2011/M	
Travaux de réhabilitation des routes en zone nord et réaménagement du rond-point môle 4	
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	18 juillet 2011 Soleil et le MESSAGER N°2279
Date d'ouverture des offres	18 août 2011
Attributaire	EDD
Date de publication de l'attribution provisoire	Non disponible
Montant du marché	336 234 156 F CFA TTC
Date d'approbation du marché	31 octobre 2011
Date de notification	
Délai d'exécution	03 mois
Date de publication de l'attribution définitive	Non disponible
Date de la réception provisoire	Non disponible
Date de la réception définitive	Non disponible
<p>Il s'agit d'un marché pour les travaux d'aménagement d'abris pour la Douane et la Gendarmerie pour le fonctionnement à feu continu du PAD. Les candidats ayant soumissionné sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - EGCCBN : 439 492 674 F CFA TTC - EGX : 474 891 384 F CFA TTC - EDD : 388 468 331 F CFA TTC. <p>Le marché est attribué au candidat ayant présenté l'offre la moins disant pour un montant de 336 234 156 F CFA TTC.</p> <p><u>Un avenant sans incidence financière a été passé pour ce marché :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Objet : Changement de compte bancaire de CNCAS N° SN048 01001 0 00105082001 40 à BIS N° SN079 01103 2507901103 49 - Fourniture d'une attestation de non engagement de la part de l'entreprise délivré par la CNCAS à la date du 29 janvier 2013. - Approbation de l'avenant : le 04 mars 2013. 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le délai de convocation des membres de la CM n'est pas respecté, (convocation en date du 16 août 2011 pour une réunion du 18 août 2011) en violation de l'article 39 du CMP ; - La séance d'ouverture des plis prévue à 9H30 min dans l'AAO a démarré à 10 H 50 min ; - Il est noté l'absence de preuves pour la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats en violation de l'article

	<p>67.4 du CMP ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le rapport d'analyse comparative des offres et le PV d'attribution provisoire n'ont pas été soumis à l'examen préalable de la DCMP alors que le montant estimatif du marché dépasse les seuils définis par l'arrêté N°0011580 du 28/12/2007 pris en application de l'article 140 du CMP. Le montant estimé du marché est de 400 000 000 F CFA ; - Au tableau 4 du rapport d'analyse des offres (Prix des offres lus publiquement), il est indiqué que le candidat EGX a proposé un rabais de 12%, soit 56 986 966 F CFA alors que cette information ne figure pas sur le PV d'ouverture des plis ; - Les candidats ayant participé à l'appel d'offres ne sont pas informés du rejet de leurs offres, en violation de l'article 83.3 du CMP ; - L'avis d'attribution provisoire, de même que l'avis d'attribution définitive ne sont pas archivés dans le dossier ; - Le délai d'exécution des travaux spécifié dans le marché (03 mois calendaires) est différent de celui proposé par le titulaire ; - Deux ordres de service ont été notifiés à l'entreprise : Un premier O.S de démarrage en date 05 janvier 2012 et un autre à la date du 26 juillet 2012 ; - Les cautions d'avance de démarrage et de bonne exécution ne sont pas jointes au dossier ;
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs de convocation des membres de la commission des marchés, aux réunions des commissions des marchés en application des dispositions de l'article 39 du CMP ; - Veiller à démarrer les séances d'ouverture des plis aux heures indiquées dans les AAO et à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ; - Eviter de prendre en compte un rabais non lu à l'ouverture des plis. Les rabais doivent être systématiquement lus à l'ouverture des plis pour porter l'information à tous les

	<p>candidats ayant participé à l'appel d'offres dans un souci de maintenir l'équité entre les candidats ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à transmettre le rapport d'analyse comparative des offres et le PV d'attribution provisoire à la DCMP pour examen préalable, en application de l'article 140 du CMP et son arrêté d'application N°0011580 du 28/12/2007 ; - La SNPAD doit veiller à ce que les titulaires des marchés mettent en place les garanties exigées ;
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Concernant le délai de trois (03) mois dans le marché, une erreur s'est glissée dans le document de marché lors de la saisie. Cependant, le délai d'exécution des travaux est de six (06) mois dans l'Ordre de Service de démarrage des travaux, délai proposé par le titulaire (voie OS de démarrage). - Afin d'éviter des gênes à l'exploitation de la zone du projet, il a été procédé au phasage des travaux. Ainsi des ordres de services ont été notifiés à l'entreprise. - Concernant les cautions d'avance de démarrage et de bonne exécution, voir les documents en annexe. - Le marché n'a pas fait l'objet de résiliation.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none"> - En dehors des réserves levées ci-dessus, le cabinet maintient ses autres observations.

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 2074 du 28/09/2011 Marché n°28/2011/M	
Contrat type d'entretien du PAD (Lot 10) : réseau d'eau	
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	BIE du 30/09/2011 au 10/10/2011 et Le Soleil du 05/10/2011
Date d'ouverture des offres	10 novembre 2011 à 09 H 30 min.
Attributaire	SVTP/GC
Date de publication de l'attribution provisoire	Non disponible
Montant du marché	78 526 087 F CFA TTC
Date d'approbation du marché	05 janvier 2012
Date d'enregistrement	11 janvier 2012
Date de notification	09 janvier 2012
Délai d'exécution	Un (01) an renouvelable par tacite reconduction
Date de publication de l'attribution définitive	Non disponible
Date de la réception provisoire	Réceptions partielles
Date de la réception définitive	
<p>Il s'agit d'un marché de clientèle relatif à un contrat type d'entretien du réseau d'eau potable du PAD (Lot 10). Le seul candidat ayant soumissionné est :</p> <ul style="list-style-type: none"> - SVTP/GC : 78 526 087 F CFA TTC. <p><u>Avenant de renouvellement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'objet est la prise en compte du renouvellement du contrat d'entretien du réseau d'eau potable, à la suite de la première annuité. - Date de souscription de l'avenant : non renseignée - Date d'enregistrement : 04 mars 2013 - Date d'approbation : 18 février 2013. - Montant : 78 526 087 F CFA TTC. 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La passation de ce marché de clientèle n'a pas fait l'objet d'une demande d'avis préalable de la DCMP sur le dossier d'appel à la concurrence, en violation de l'article 140 alinéa (a) du CMP. - Le délai de convocation des membres de la CM n'est pas respecté en violation de l'article 39 du CMP. - L'ouverture des plis a eu lieu à 10 H 05 min. au lieu de 09 H 30 min. tel que prévu dans l'AAO. - Il est précisé dans le PV d'OP qu'une copie du PV sera remise aux candidats conformément à l'article 67 alinéa 4 du décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics, sans la preuve de transmission desdits PV.

	<ul style="list-style-type: none"> - Les candidats non retenus ne sont pas informés de la suite de la procédure d'attribution. - L'avis d'attribution provisoire, de même que l'avis d'attribution définitive ne sont pas joints au dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Transmettre systématiquement les DAO des marchés de clientèle à la DCMP pour un avis préalable avant le lancement de la procédure, en application de l'article 140 alinéa (a) du CMP du CMP ; - - Veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs de convocation des membres de la commission des marchés, aux réunions des commissions des marchés en application des dispositions de l'article 39 du CMP ; - - Démarrer les séances d'ouverture des plis aux heures indiquées dans les AAO en application de l'article 67.4 du CMP, - - Veiller à transmettre systématiquement les PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres en application de l'article 67.4 du CMP qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> », - Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP ; - La SNPAD doit veiller à la publication des avis d'attribution provisoire et définitive conformément aux articles 83.3. et 85 du CMP ;
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Aucun commentaire.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none"> - Le cabinet maintient ses observations.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP N°01/2011 CONTRAT N°11/2011/C : Fourniture de cordage pour amarrage des chaloupes de la LMDG	
Date d'invitation	24 janvier 2011
Date de dépôt des offres	07 février 2011
Délai de préparation des offres	14 jours
Date d'attribution	15 mars 2013
Attributaire	Ngom & Frères
Montant du marché en F CFA TTC	13 715 000F CFA TTC
Date du contrat	Non renseigné
Date d'approbation du marché	Non renseigné
Date de notification du marché	05 avril 2011
Date d'enregistrement du marché	08 avril 2011
Date du PV de réception provisoire	13 avril 2011
Délai d'exécution	30 jours
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - BatiSad ; - GIE Kanda, - Industries Port Services (IPS), - ORENIM, - Etd Olive Plus, - Delta Marine Industries (DMI), - SENEMECA.
<p>Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de cordage pour amarrage des chaloupes. Sur les sept (07) candidats sélectionnés, seuls quatre (04) ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ngom Frères : 13 715 000 F CFA TTC, • Bati Sade : 14 496 300 F CFA TTC, • Orenim : Option 1 : 24 896 546 F CFA TTC, Option: 18 441 906 F CFA TTC • Olive Plus: 15 538 240 F CFA TTC. <p>Le marché est attribué au moins disant pour un montant de 13 715 000 F CFA TTC.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - L'ouverture des plis prévue le 7 février 2011 s'est tenue le 10 février 2011 ; - La SNPAD ne s'est pas conformée à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 en ce qui concerne l'obligation d'inclure les candidats consultés dans la lettre de soumission et celle d'informer les candidats non retenus des résultats de l'attribution du marché.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à procéder à l'ouverture des offres immédiatement après leur dépôt ;

	<ul style="list-style-type: none">- Veiller au respect des dispositions de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du PM sur la mise en œuvre de la procédure des DRP.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none">- En réponse, le PAD signale que c'est la date de dépôt des offres qui est prévue le 07 février 2011 dans la lettre d'invitation et non la date d'ouverture des plis.- Les appels d'offres par contre sont ouverts immédiatement après réception des offres.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none">- Pour des raisons de transparence et d'efficacité, la SNPAD doit ouvrir immédiatement les offres après leur réception quel que soit le mode de consultation.- Le cabinet maintient ses observations.

DRP N°2/2011
CONTRAT N°19/2011/C du 05 juillet 2011 : Travaux de rénovation de locaux à usage de bureaux à la DC

Date d'invitation	08 avril 2011
Date de dépôt des offres	27 avril 2011
Délai de préparation des offres	19 jours
Date d'attribution	30 mai 2011
Attributaire	SNTPE
Date du bon de commande	Néant
Montant du marché en F CFA TTC	23 296 800 F CFA TTC
Date du contrat	Non renseigné
Date d'approbation du marché	05 juillet 2011
Date de notification du marché	05 juillet 2011
Date d'enregistrement du marché	12 juillet 2011
Date du PV de réception provisoire	02 septembre 2011
Délai d'exécution	23 jours
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - Société d'Equipement et Commerce général et Services, - KEBE KHEWEUL, - Senegalo Normande de Travaux Publics & Entretien (SNTPE), - ECOPRES Travaux publics, - SETER, - Badou Générale d'Entreprise Surl, - GIE Niayes, - Entreprise générale de Bâtiment, - Société Afriaine de Construction.
<p>Il s'agit d'un marché pour les travaux de rénovation de locaux à usage de bureaux à la Direction Commerciale. Tous les dix (10) sociétés invitées ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SNTPE : 12 975 280 F CFA TTC • SETER : 11 786 830 F CFA TTC • GIE AEC : 11 986 145 F CFA TTC • SAC : 14 252 630 F CFA TTC • BGE : 7 147 083 F CFA TTC • ECOPRES : 7 006 073 F CFA TTC • GIE LES NIAYES : 10 210 481 F CFA TTC • EGB : 17 587 723 F CFA TTC • Ashaboul Yamine : 13 876 582 F CFA TTC • SODECO : 17 697 915 F CFA TTC. 	

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - L'ouverture des plis prévue le 27 avril 2011 a eu lieu le 28 avril 2011 à 10 h 00 minutes ; - Le rapport d'évaluation corrigée tenant compte des compléments d'informations fournies par la SNTPE n'est pas joint au dossier ; - La SNPAD a consulté des sociétés qui n'étaient pas qualifiées pour l'exécution du marché, en effet parmi les sociétés invitées, seule la SNTPE est qualifiée sous réserve de fournir une copie légalisée de l'attestation de services faits produites dans son offre ; - La SNPAD ne s'est pas conformée à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 qui recommande la mise en place d'un fichier de prestataires constitué au terme d'un appel à manifestation d'intérêts initié au début de la gestion et mis à jours périodiquement en fonction des nécessités du service ; - La SNPAD ne s'est pas conformée à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 en ce qui concerne l'obligation d'inclure les candidats consultés dans la lettre de soumission et celle d'informer les candidats non retenus des résultats de l'attribution du marché ; - Dans la situation sur les délais d'exécution du marché, il est mentionné que le délai contractuel est de 1 mois alors que le marché prévoit un délai de 23 jours conformément à la proposition du titulaire du marché dans son offres (voir PV ouverture des plis). Des pénalités de retard devraient être appliquées puisqu'avec ce délai, la fin des travaux devait être le 27 août 2009 au lieu du 04 septembre 2009 tel qu'inscrit sur la fiche de situation des délais.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à procéder à l'ouverture des offres immédiatement après leur dépôt ; - Veiller à archiver les rapports d'évaluation corrigés des offres ; - Veiller au respect des dispositions de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du PM sur la mise en œuvre de la procédure des DRP.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - En réponse, le PAD signale que c'est la date de dépôt des offres qui est prévue le 27 avril 2011 dans la lettre d'invitation et non la date d'ouverture des plis ; - L'ordre de service de notification de démarrage avait prévu un délai de 30 jours pour tenir compte des contraintes liées à la non libération des locaux à rénover (voir annexe).

	<ul style="list-style-type: none">- Les sociétés consultées ont été prises dans notre fichier fournisseur travaux.- Depuis 2006, la SNPAD a mis en place un fichier fournisseurs par domaine d'activité qui est mis à jour périodiquement suivant les demandes d'agrément des sociétés.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none">- Pour des raisons de transparence et d'efficacité, la SNPAD doit ouvrir immédiatement les offres après leur réception quel que soit le mode de consultation.- La SNPAD ne doit pas sur la base d'un ordre de service, modifier des délais contractuels. Elle pouvait tout au moins faire une prorogation du délai d'exécution des travaux dûment justifiée par la non libération des locaux.- La SNPAD souligne que les sociétés consultées ont été prises du fichier fournisseur travaux mais elle doit s'assurer que lesdits fournisseurs ont les qualifications requises avant de les sélectionner pour une liste restreinte.- Le cabinet maintient ses observations.

DRP N°3/2011 CONTRAT N°10/2011/Cdu 31 mars 2011 :Fourniture de médicaments au PAD	
Date d'invitation	08 février 2011
Date de dépôt des offres	14février 2011
Délai de préparation des offres	7 jours
Date d'attribution	15 mars 2011
Attributaire	Pharmacie MameOumy Gueye
Date du bon de commande	Néant
Montant du marché en F CFA TTC	19 449 412 F CFA TTC
Date du contrat	Non renseigné
Date d'approbation du marché	31 mars 2011
Date de notification du marché	07 avril 2011
Date d'enregistrement du marché	13 avril 2011
Date du PV de réception provisoire	22 mars 2011
Délai d'exécution	Marché de clientèle 1 an d'exercice renouvelable 1 fois
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - Pharmacie MameOumy Gueye, - Pharmacies Go eland, - Pharmacie Touba Mbacké (Colobane), Pharmacie Kermel, - Pharmacie Serigne Souaibou MBacké, Pharmacie du Port, - Pharmacie Guigon, - Pharmacie Djadine,
<p>Il s'agit d'un marché de fourniture de médicaments au Port Autonome de Dakar. Parmi les huit (8) candidats invités, les sept (07) suivants ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pharmacie MameOumy GUEYE : 19 449 412 F CFA ; • Pharmacie GUIGON : 20 724 466 F CFA; • Pharmacie Kermel : 19 964 045 F CFA; • Pharmacie du Port : 19 806 467 F CFA; • Pharmacie Touba MBACKE : 20 267 494 F CFA • Pharmacie Goeland : 21 116 000 F CFA • Pharmacie Djadine : 21 538 997 F CFA. <p>Le marché est attribué au moins disant pour un montant de 19 449 412 F CFA TTC.</p> <p>Un avenant de renouvellement du contrat a été signé le 15 février 2012, approuvé le 06 mars 2012 et enregistré le 03 avril 2012 pour un montant de 19 449 412 F CFA.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La lettre d'invitation adressée à la Pharmacie Djadine comporte des surcharges aussi bien sur la date du courrier (18/02/2011 au lieu de 08/02/2011) que sur date de dépôt des offres (24/02/2011 au lieu de 14/02/2011). Ce fait peut aisément justifier l'ouverture des plis du 03 mars 2013 alors que prévue le 14 février 2011. - La SNPAD ne s'est pas conformée à la circulaire

	<p>N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 en ce qui concerne l'obligation d'inclure les candidats consultés dans la lettre de soumission et celle d'informer les candidats non retenus des résultats de l'attribution du marché ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le PV de réception est daté du 22 mars 2011, soit avant l'approbation et la notification du contrat ; - Le rapport d'évaluation corrigé tenant compte des observations de la CM n'est pas classé dans le dossier
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à archiver les rapports d'évaluation corrigés des offres ; - Eviter d'exécuter les prestations avant la signature et l'approbation des marchés ; - Veiller au respect des dispositions de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du PM sur la mise en œuvre de la procédure des DRP.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Il y avait une rupture de médicaments à la pharmacie du Port, c'est pourquoi après l'approbation du PV d'attribution par le Directeur Général, une commande a été passée pour soigner les malades.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none"> - La SNPAD doit mettre en œuvre une bonne planification de la passation des marchés pour éviter de faire face à des situations amenant à anticiper dans le démarrage des prestations contrairement à la réglementation. - Le cabinet maintient ses observations.

DRP N°06/2011, CONTRAT N°17/2011/C Fourniture d'un groupe électrogène et d'un lot de pièces de rechange pour la chaloupe « Coumba Castel »	
Date d'invitation	07 mars 2011
Date de dépôt des offres	17 mars 2011
Délai de préparation des offres	10 jours
Date d'attribution	30 mai 2011
Attributaire	Techniconsult
Montant du marché en F CFA TTC	21 407 304 F CFA TTC
Date du contrat	Non renseigné
Date d'approbation du marché	06 juillet 2011
Date de notification du marché	26 juillet 2011
Date d'enregistrement du marché	22 juillet 2011
Date du PV de réception provisoire	24 août 2011
Délai d'exécution	15 jours
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - Alliance Business Sénégal (ABS), - Matforce, - AFECO, - International de Fournitures et d'Equipeement (IFE), - Garenj Industrie « la Grangette », - Bia Dakar, - SENEMECA, - CAPI, - Techniconsult, - SEN Emballage, - SCOMATH SA.
<p>Il s'agit d'un marché de fourniture relatif à la fourniture d'un groupe électrogène et d'un lot de pièces de rechange pour la chaloupe « Coumba Castel ». Sur les onze (11) candidats sélectionnés, seuls cinq (05) ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • CAPI Sénégal : 24 993 041 F CFA TTC, • SCOMATH S.A. : 18 429 100 F CFA TTC, • IFE : 13 305 000 F CFA TTC, • Techniconsult: 36 705 000 F CFA TTC, • ABS: 17 560 000 F CFA TTC. 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - L'ouverture des plis prévue le 17 mars 2011 s'est tenue le 31 mars 2011 ; - La SNPAD ne s'est pas conformée à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 en ce qui concerne l'obligation d'inclure les candidats consultés dans la lettre de soumission et celle d'informer les candidats non retenus des résultats de l'attribution du marché ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Le délai de convocation de la CM n'est pas respecté (28 mars 2011 – 31 mars 2011) ; - Utilisation de marque « Groupe de type NORTHERN-LIGHTS » en violation de l'article 7 du CMP ; - Délai de deux (02) mois entre l'ouverture des plis et l'attribution.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à réduire au maximum les délais entre la réception des offres et leur ouverture (il est fortement recommandé d'ouvrir les plis immédiatement après la date et l'heure limites de dépôt) ; - Veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs de convocation des membres de la commission des marchés, aux réunions des commissions des marchés en application des dispositions de l'article 39 du CMP ; - Veiller au respect des dispositions de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du PM sur la mise en œuvre de la procédure des DRP. - Se conformer à l'article 7 du CMP ; - Veiller à finaliser les procédures d'attribution et de contractualisation dans les meilleurs délais et à publier les avis d'attribution définitive conformément aux dispositions de l'article 85 du CMP.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - En réponse, je vous signale que c'est la date de dépôt des offres qui est prévue le 17 février 2011 dans la lettre d'invitation et non la date d'ouverture des plis.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none"> - Pour des raisons de transparence et d'efficacité, la SNPAD doit ouvrir immédiatement les offres après leur réception quel que soit le mode de consultation. - Le cabinet maintient ses observations.

DRP N°20/2011 CONTRAT N°18/2011/C du 05 juillet 2011 : Acquisition de téléphones portables	
Date d'invitation	29 avril 2011
Date de dépôt des offres	19 mai 2011
Délai de préparation des offres	20 jours
Date d'attribution	09 juin 2011
Attributaire	Lykma Group
Montant du marché en F CFA TTC	14 312 220 F CFA TTC
Date du contrat	Non renseigné
Date d'approbation du marché	05 juillet 2011
Date de notification du marché	05 juillet 2011
Date d'enregistrement du marché	07 juillet 2011
Date du PV de réception provisoire	25 juillet 2011
Délai d'exécution	7 jours
Mode d'appel d'offres	DRP
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - Wade TradingCompany (WTC), - Lango GIE, - Inter Business Trading (IBT), - SERCOM, - LYKMA Groupe Sarl, - GIE « 2Am » Services, - Office Consommable, - Ndoucoumane Portables, - Lango GIE, - Inter Business Trading (IBT), - SERCOM.
<p>Il s'agit d'un marché de fourniture relatif à l'acquisition de téléphones portables. Sur les quinze (15) candidats sélectionnés, seuls six (06) ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SERCOM : 15 022 200 F CFA TTC • OFFICE CONSOMMABLES : 18 429 100 F CFA TTC • GIE 2AM SERVICE : 13 305 000 F CFA TTC • FATHOUL FATTAH: 36 705 000 F CFA TTC • LANGO GIE: 17 560 000 F CFA TTC • LYKMA GROUP: 12 523 340 F CFA TTC. 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le délai de convocation des membres de la commission des marchés pour l'examen du rapport d'évaluation des offres est de 2 jours (convocation le 07 juin 2011 pour une séance du 09 juin 2011), en violation de l'article 39 du CMP ; - La SNPAD ne s'est pas conformée à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 en ce qui concerne l'obligation d'inclure les candidats consultés dans la lettre de soumission et celle d'informer les candidats non retenus des

	<p>résultats de l'attribution du marché ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le cahier de charge ne prévoit aucunement les variantes et la manière dont elles doivent prises en compte dans l'évaluation des offres alors que le marché a été attribué à LYKMA GROUP avec le montant de la variante n°2 proposée qui n'a d'ailleurs pas été lu à l'ouverture des plis, seul le montant de l'offre de base a été lu.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs de convocation des membres de la commission des marchés, aux réunions des commissions des marchés en application des dispositions de l'article 39 du CMP ; - Veiller au respect des dispositions de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du PM sur la mise en œuvre de la procédure des DRP ; - Eviter d'attribuer un marché sur la base de variante non prévue dans le cahier des charges. Si tel doit être le cas, veiller à prévoir dans les cahiers de charge les variantes qui doivent être lues à l'ouverture des plis pour en tenir compte dans l'évaluation des offres.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Le marché est attribué au moins disant.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none"> - Le cabinet a bien noté que le marché est attribué au moins disant mais sur la base de la variante proposée qui n'était pas par ailleurs prévue dans le dossier de consultation. - Le cabinet maintient ses observations.

DRP N°21/2011 CONTRAT N° 24/2011/C : Mise en place de deux passerelles métalliques à la gare maritime internationale de Dakar	
Date d'invitation	29 avril 2011
Date de dépôt des offres	19 mai 2011
Délai de préparation des offres	20 jours
Date d'attribution	23 juin 2011
Attributaire	Centre de la mer
Date du bon de commande	Néant
Montant du marché en F CFA TTC	18 762 000 F CFA TTC
Date du contrat	Non renseigné
Date d'approbation du marché	Non renseigné
Date de notification du marché	27 juillet 2011
Date d'enregistrement du marché	02 août 2011
Date du PV de réception provisoire	22 décembre 2011
Délai d'exécution	45 jours
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - Tous travaux sous-marins, - Centre de la mer, - Groupe EGX/CCS - SOGEPORT, - Thiaroye Travaux Industrie.
<p>Il s'agit d'un marché de fourniture relative à la mise en place de deux passerelles métalliques à la gare maritime internationale de Dakar. Parmi les candidats invités, les deux (02) suivants ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • GROUPEMENT EGX/CCS : 45 623 747 F CFA TTC • CENTRE DE LA MER : 18 762 000 F CFA TTC. <p>Le marché est attribué au moins disant pour un montant de 18 762 000 F CFA TTC.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La SNPAD ne s'est pas conformée à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 en ce qui concerne l'obligation d'inclure les candidats consultés dans la lettre de soumission et celle d'informer les candidats non retenus des résultats de l'attribution du marché.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des dispositions de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du PM sur la mise en œuvre de la procédure des DRP.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Aucun commentaire.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none"> - Le cabinet maintient ses observations.

DRP N°22/2011 CONTRAT N° 25/2011/C Fourniture d'un sondeur hydrographique et d'un traceur AO/A1	
Date d'invitation	29 avril 2011
Date de dépôt des offres	19 mai 2011
Délai de préparation des offres	20 jours
Date d'attribution	16 juin 2011
Attributaire	INTERNATIONALE DE FOURNITURES ET EQUIPEMENT (IFE)
Date du bon de commande	
Montant du marché en F CFA TTC	22 420 000F CFA TTC
Date du contrat	Non renseigné
Date d'approbation du marché	Non renseigné
Date de notification du marché	28 juillet 2011
Date d'enregistrement du marché	22 août 2011
Date du PV de réception provisoire	28 novembre 2011 (Livraison le 02 novembre 2011)
Délai d'exécution	Huit (08) semaines
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - GIE Général Intérêt Cité Millionnaire n°20, - AZED Sarl, - IFE, 88, - GIE Habillement Armurerie Négoce et Equipements (HANE), - CAFOMT, - Hydro-Techniques.
<p>Il s'agit d'un marché de fourniture d'un sondeur hydrographique et d'un traceur AO/A1. Parmi les six (6) candidats invités, les trois (03) suivants ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Olive Plus : 24 398 695 F CFA TTC F CFA ; • Cafomt : 26 800 000 F CFA HT HD ; • IFE : 22 420 000 F CFA TTC. <p>Le marché est attribué au moins disant pour un montant de 22 420 000 F CFA TTC.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La SNPAD ne s'est pas conformée à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 en ce qui concerne l'obligation d'inclure les candidats consultés dans la lettre de soumission et celle d'informer les candidats non retenus des résultats de l'attribution du marché ; - Le rapport d'évaluation corrigé prenant en compte les observations de la CM n'est pas archivé dans le dossier. - Il est indiqué dans le cahier de charge notamment à la clause 9 des IC de la DRP que les offres seront valables pour la période stipulée dans l'Avis de la DRP alors que cette information ne figure pas dans ledit avis. Dans le rapport d'évaluation au niveau

	des tableaux annexes, il est inscrit au tableau 1 que ce délai de validité des est de 90 jours.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none">- Veiller au respect des dispositions de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du PM sur la mise en œuvre de la procédure des DRP ;- Veiller à archiver les rapports d'évaluation corrigés dans le dossier de passation ;- Veiller à bien renseigner les cahiers des charges.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none">- Aucun commentaire.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none">- Le cabinet maintient ses observations.

DRP N°23/2011 CONTRAT N°23/2011/C : Acquisition de logiciels de calculs de structures et d'ouvrages de soutènement	
Date d'invitation	06 mai 2011
Date de dépôt des offres	26 mai 2011
Délai de préparation des offres	20 jours
Date d'attribution	16 juin 2011
Attributaire	GENESIS CONCEPTION
Date du bon de commande	Néant
Montant du marché en F CFA TTC	27 600 000F CFA TTC
Date du contrat	Non renseignée
Date d'approbation du marché	Non renseignée
Date de notification du marché	02 août 2011
Date d'enregistrement du marché	05 août 2011
Date du PV de réception provisoire (Date de livraison des fournitures)	20 septembre 2011
Délai d'exécution	04 semaines
Mode de passation	DRP
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - Meteosoft ; - Global Computer Solutions Sarl, - SITEL, - Catalyst Business Solutions, - Cadem Technologies, - GENESIS Conception, - Cabinet 2D Business Consulting.
<p>Il s'agit d'un marché de fourniture relative à l'acquisition de logiciels de calculs de structures et d'ouvrages de soutènement. Parmi les sociétés invitées, les deux (02) suivants ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • CADEM TECHNOLOGIES : 15 225 186 F CFA TTC • GENESIS CONCEPTION : 27 600 000 F CFA TTC. 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le dossier ne contient pas de preuves de réception des lettres d'invitation par les candidats invités ; - La SNPAD ne s'est pas conformée à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 en ce qui concerne l'obligation d'inclure les candidats consultés dans la lettre de soumission et celle d'informer les candidats non retenus des résultats de l'attribution du marché ; - L'ouverture des plis prévue le 26 mai 2011 à 9 heures a eu lieu le 30 mai 2011 à 10 heures ; - Les dates de souscription et d'approbation du contrat ne sont pas renseignées ;

	<ul style="list-style-type: none"> - La garantie de bonne exécution de 5% du montant du marché prévue n'est pas produite ; - Les pénalités de retard ne sont pas appliquées pour la simple raison que les retards dans la fourniture sont dus à un malentendu dans la prise en compte de la TVA par le fournisseur. Ce dernier a estimé que les montants HTVA et TTC sont équivalents du fait qu'il soit une société étrangère.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à bien archiver les pièces de la passation des marchés ; - Veiller au respect des dispositions de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du PM sur la mise en œuvre de la procédure des DRP ; - Veiller à procéder à l'ouverture des offres immédiatement après leur dépôt ; - Veiller à inscrire dans les contrats les dates de souscription et d'approbation ; - Exiger aux titulaires de marchés de produire la garantie de bonne exécution ; - Appliquer systématiquement les pénalités en cas de retards dans l'exécution des prestations.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - En réponse, je vous signale que c'est la date de dépôt des offres qui est prévue le 26 mai 2011 dans la lettre d'invitation et non la date d'ouverture des plis. - En réponse, je vous signale qu'une retenue de 5% du montant du marché est appliquée au fournisseur lors du paiement, constituant la garantie de bonne exécution. En effet, la garantie de bonne exécution peut être matérialisée soit par une caution bancaire délivrée par un organisme financier agréé par l'Etat, soit de procéder à des retenues de 5% au moment du paiement restituée après la réception définitive du contrat y afférent. - Les pénalités de retard ne sont pas appliquées pour la simple raison que les retards dans la fourniture sont dus à un malentendu dans la prise en compte de la TVA par le fournisseur.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none"> - Pour des raisons de transparence et d'efficacité, la SNPAD doit ouvrir immédiatement les offres après leur réception quel que soit le mode de consultation. - La garantie de bonne exécution doit être totalement constituée à la signature du marché. - La non application des pénalités de retard doit être justifiée par un acte administratif constatant l'évènement incriminé à cet effet. - Le cabinet maintient ses observations.

DRP N°29/2011 CONTRAT N° 28/2011/C : Travaux de carénage de la chaloupe « Beer »	
Date d'invitation	07 juin 2011
Date de dépôt des offres	16 juin 2011
Délai de préparation des offres	7 jours
Date d'attribution	14 juillet 2011
Attributaire	Transafricaine de Travaux et Services
Date du bon de commande	Néant
Montant du marché en F CFA TTC	36 184 948 F CFA TTC
Date du contrat	Non renseigné
Date d'approbation du marché	Non renseigné
Date de notification du marché	19 août 2011
Date d'enregistrement du marché	02 septembre 2011
Date du PV de réception provisoire	28 décembre 2011
Délai d'exécution	07 jours
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - Sénégal d'Entretien d'Equipement et de Réalisation, - OMEGA Technologies, - ORENIMUM, - Africaine de Chaudronnerie et de Tuyauterie, - Delta Marine Industries sarl, - Pole Développement Industriel (PDI), - Dakarnave, - TTS.
<p>Il s'agit d'un marché de travaux concernant le carénage de la chaloupe « Coumba Castel ». Parmi les huit (8) candidats invités, les quatre (04) suivants ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • PDI : 59 749 288 F CFA TTC ; • DMI : 42 969 700 F CFA TTC ; • Orenim : 103 369 949 F CFA TTC ; • TTS : 36 184 948 F CFA TTC. <p>Le marché est attribué au moins disant pour un montant de 36 184 948 F CFA TTC.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Pratique de fractionnement du fait que les montants cumulés des marchés de carénage de la chaloupe Coumba Castel et de la chaloupe Beer fait plus de 50 millions ; - La SNPAD ne s'est pas conformée à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 en ce qui concerne l'obligation d'inclure les candidats consultés dans la lettre de soumission et celle d'informer les candidats non retenus des résultats de l'attribution du marché ; - Les dates de souscription et d'approbation du contrat ne sont pas

	renseignées.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none">- Eviter le fractionnement en DRP des marchés pouvant faire l'objet d'une commande groupée et lancer une procédure d'appel d'offres ouvert si elle est requise ;- Veiller au respect des dispositions de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du PM sur la mise en œuvre de la procédure des DRP ;- Veiller à inscrire dans les contrats les dates de souscription et d'approbation.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none">- Aucun commentaire.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none">- Le cabinet maintient ses observations.

DRP N°30/2011 CONTRAT N° 27/2011/C : Travaux de carénage de la chaloupe « Coumba Castel »	
Date d'invitation	07 juin 2011
Date de dépôt des offres	16 juin 2011
Délai de préparation des offres	7 jours
Date d'attribution	14 juillet 2011
Attributaire	Transafricaine de Travaux et Services
Date du bon de commande	18 août 2011
Montant du marché en F CFA TTC	21 602 440 F CFA TTC
Date du contrat	Non renseigné
Date d'approbation du marché	Non renseigné
Date de notification du marché	19 août 2011
Date d'enregistrement du marché	05 septembre 2011
Date du PV de réception provisoire	26 septembre 2011
Délai d'exécution	07 jours
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - TTS, Boulevard Felix Eboué, - Omega Technologies, - Sénégalaise d'Entretien d'Equipement et de réalisation, - ORENIM, - Dakar Nave, - Pôle de Développement Industriel, - Delta Marine Industries sarl, - l'Africaine de Chaudronnerie et de Tuyauterie.
<p>Il s'agit d'un marché de travaux concernant le carénage de la chaloupe « Coumba Castel ». Parmi les huit (8) candidats invités, les sept (07) suivants ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • PDI : 50 838 344 F CFA TTC ; • Orenim : 81 737 184 F CFA TTC ; • DMI : 28 756 600 F CFA TTC ; • TTS : 21 602 440 F CFA TTC. <p>Le marché est attribué au moins disant pour un montant de 21 602 440 F CFA TTC.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Pratique de fractionnement du fait que les montants cumulés des marchés de carénage de la chaloupe Coumba Castel et de la chaloupe Beer fait plus de 50 millions. - La SNPAD ne s'est pas conformée à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 en ce qui concerne l'obligation d'inclure les candidats consultés dans la lettre de soumission et celle d'informer les candidats non retenus des résultats de l'attribution du marché ;

Recommandations	<ul style="list-style-type: none">- Eviter le fractionnement en DRP des marchés pouvant faire l'objet d'une commande groupée et lancer une procédure d'appel d'offres ouvert si elle est requise ;- Veiller au respect des dispositions de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du PM sur la mise en œuvre de la procédure des DRP.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none">- Aucun commentaire.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none">- Le cabinet maintient ses observations.

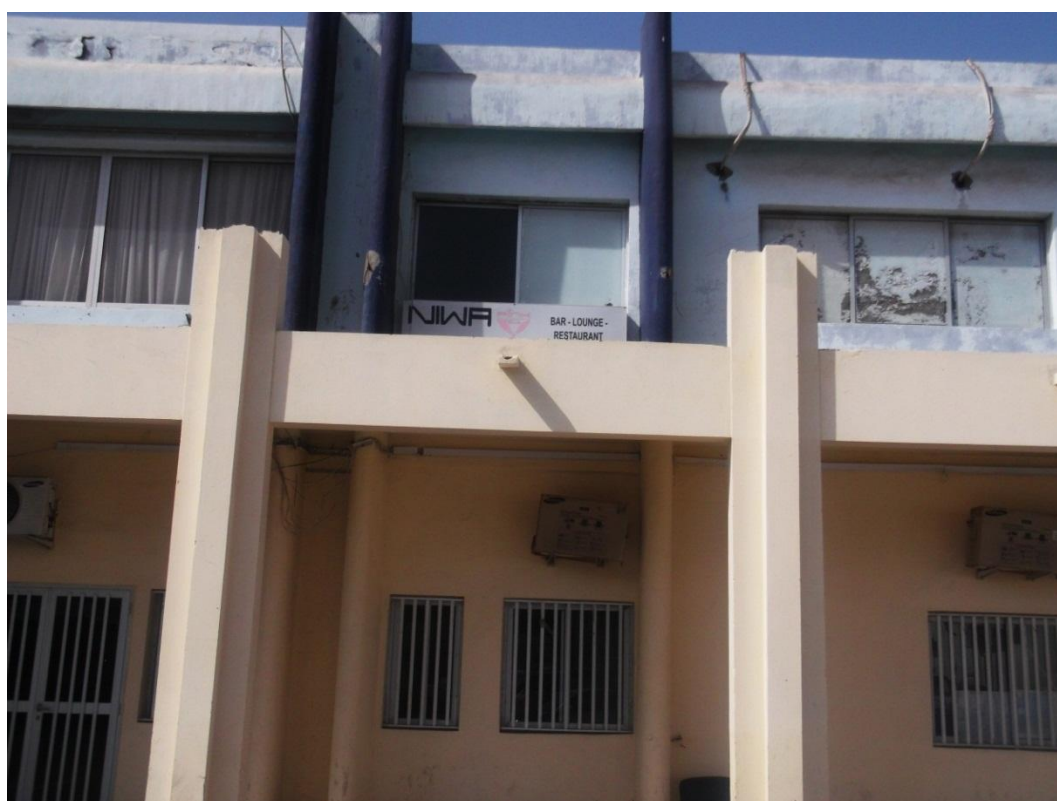
PRESTATION INTELLECTUELLE

Marché n°11/2011/M	
Mise en place d'une politique d'énergie renouvelable au PAD	
Date des lettres d'invitation	22 juillet 2010
Date d'ouverture des offres	Prévue le 26 août 2010 et reportée au 16 septembre 2010
Attributaire	SGS-EDEN
Date de publication de l'attribution provisoire	28 mars 2011
Date d'approbation du marché	Non renseignée
Enregistrement	22 juin 2011
Date de notification de l'OS de démarrage	21 juin 2011 (Signature de l'OS), 30 juin notification au titulaire
Délai d'exécution	10 semaines
Montant du marché	65 077 000 F CFA TTC
Date de publication de l'attribution définitive	13 juillet 2011
<p>La lettre d'invitation date du 22 juillet 2012 et a été envoyée aux cabinets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SGS • Groupe Icone/HowathParsus • Royal Haskoning. • SOLENER TECHNOLOGIES. <p>Les bureaux suivants ont répondu à l'invitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Groupe Icône/Horwath ; • Solener Technologies ; • Groupement SGS/EDEN. <p>La procédure de passation du marché a fait l'objet de recours de la part du candidat SOLENER TECHNOLOGIES. La décision rendue par le CRD a montré que la SNPAD a même violé les termes de références de la DP en attribuant une note supérieure à la note de qualification minimale au candidat SOLENER TECHNOLOGIES. En effet, la proposition technique du requérant aurait dû être rejetée en application des dispositions de la clause 15 des DP et que celui-ci ne devrait pas être invitée à participer à l'ouverture des offres financières.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Il est précisé dans le dossier qu'une liste restreinte a été constituée suite à une manifestation d'intérêt alors qu'aucun élément de la manifestation d'intérêt n'a été joint au dossier. - Les lettres d'invitation sont jointes au dossier sans les dates de réception du dossier par chaque candidat. - Convocation des membres de la CM (le 14/09/10 pour la

	<p>séance du 16/09/10) pour l'ouverture des offres techniques,</p> <ul style="list-style-type: none"> - Convocation des membres de la CM (le 28/12/10 pour la séance du 30/12/10) pour l'ouverture des offres financières - Il est précisé dans le PV d'OP qu'une copie du PV sera remise aux candidats conformément à l'article 67 alinéa 4 du décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics, sans la preuve de transmission desdits PV. - Absence d'informations des candidats à la suite de l'attribution provisoire du marché.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à bien documenter les étapes de l'AMI dans le dossier de la procédure de passation du marché ; - Veiller à bien documenter la réception des dossiers de consultation par les candidats invités ; - Veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs de convocation des membres de la commission des marchés, aux réunions des commissions des marchés en application des dispositions de l'article 39 du CMP ; - Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP ;
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Aucun commentaire.
Appréciation du Cabinet	<ul style="list-style-type: none"> - Le cabinet maintient ses observations.

ANNEXE 5 :
LISTES DES COMMANDES DIRECTES

ANNEXE 6 :
ILLUSTRATIONS PHOTOGRAPHIQUES



Marché n° /2011/M : Travaux de transformation et d'extension du bâtiment de la Liaison Maritime Dakar-Gorée (vue de l'étage qui n'est toujours pas libéré). Des dégradations dues à un problème d'étanchéité sont visibles sur la dalle.



**Marché n°07/2011/M : Travaux de réhabilitation des terre-pleins du môle 4
(vue de la partie exécutée du projet, ce dernier a été résilié).**



Marché n°13/2011/M : Travaux d'aménagement d'abris pour la Douane et la Gendarmerie pour le fonctionnement à feu continu du PAD : vue des abris achevés



Vue d'un abri achevé



L'abri présentant une avarie. Les travaux doivent être achevés après le règlement du litige découlant de la destruction d'une partie de l'ouvrage.



Marché n°26/2011/M : Travaux de réhabilitation des routes en zone nord et réaménagement du rond-point môle 4 (vue du seul tronçon exécuté sur le projet, Route sortie nord et réaménagement du rond-point môle 4 et route de contournement)



Marché n°26/2011/M : Travaux de réhabilitation des routes en zone nord et réaménagement du rond-point môle 4 (des dégradations de surface sont visibles sur la chaussée en béton)



Marché n°26/2011/M : Travaux de réhabilitation des routes en zone nord et réaménagement du rond-point môle 4 (Route môle 8) en cours d'exécution, la couche de base est affectée



CONTRAT N° 24/2011/C : Mise en place de deux passerelles métalliques à la gare maritime internationale de Dakar

ANNEXE 7 :
REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE



002071

N° PAD/DG

Dakar, le 17 JUIN 2013

LE DIRECTEUR GENERAL

A u cabinet
Global Management Services
(GMS)

A l'attention de Monsieur
Mame Thierno MBACKE
Associé Gérant

Objet : Rapport provisoire de Revue Indépendante
 de la Passation de s Marchés – gestion 2011

Messieurs,

Je vous prie de trouver en annexe, les observations du Port Autonome de Dakar sur le rapport provisoire de la Revue Indépendante de la Passation des Marchés - gestion 2011.

Veuillez agréer, **Messieurs**, les assurances de ma parfaite considération.

PJ :

- Observations du PAD
- Etat récapitulatif des pièces jointes suite au rapport provisoire de revue indépendante de la passation des Marchés du PAD gestion 2011.



Pour le Directeur Général,
Le Directeur des Services Techniques
et de l'Aménagement, chargé de
l'expédition des affaires courantes.

[Signature]
Ousseynou NDIAYE